

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 12 AVRIL 1977

N° 423 1,50 F

Belgique 15 rB
Commission Paritaire 56 942

Avec les danseurs
du Ballet de Changhaï

Représenter
les souffrances et
la révolte
des paysans

Voir page 12

Des policiers violent une jeune danoise gare du Nord à Paris

Gare du Nord, samedi soir, une jeune danoise veut se renseigner sur les heures des trains. Devant le tableau des horaires, une bande de policiers stationne, elle s'avance et leur demande de se pousser pour qu'elle puisse lire les horaires. Les policiers ne l'entendent pas ainsi, n'ont-ils pas tous les droits. Ils vont lui prouver. Ils l'empoignent violemment et l'entraînent dans le local dont ils disposent à la Gare du Nord. Là ils la violent. Sans doute espéraient-ils que la jeune fille terrorisée, tairait son humiliation, et n'oserait pas porter plainte devant d'autres policiers.

Elle a eu ce courage, accompagnée du premier conseiller de l'ambassade du Danemark où elle avait été se plaindre des sévices policiers, elle a déposé plainte devant le commissariat du 10^e arrondissement. Souhaitons que ce nouveau crime policier reçoive un châtiment exemplaire. On peut hélas en douter, tant de violences policières ayant été étouffées.

SOMMAIRE

- Thionville à l'heure de la restructuration d'Usinor : «Attendez 78 ?... Il sera trop tard !» p. 5
- Train Corail : des voyageurs protestent contre l'entassement en seconde classe.
- Très vive tension dans le Midi Viticole : «La situation est plus grave qu'avant Montredon» p. 6

MAROC - ZAÏRE : LE PONT AÉRIEN FRANÇAIS

L'INTENDANCE DE CARTER



11 avions du type «Transall» et 1 DC 8 français servent au pont aérien entre le Maroc et le Zaïre.

GISCARD PARLE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

DE CONCESSION EN CONCESSION, FAIBLE DEVANT MOSCOU ET DEVANT WASHINGTON

Il y a un an, Giscard proposait d'intervenir au Liban et demandait pour cela l'accord des USA. Aujourd'hui, c'est pour soutenir le régime de Mobutu, lié à Washington, qu'il transporte les armes et les troupes d'Hassan II, lui-même davantage lié à l'impérialisme US dans sa guerre contre le peuple sarahoui. Alors que le social-impérialisme utilise en Afrique les armes de la subversion et de l'infiltration, en dressant les peuples les uns contre les autres, l'impérialisme américain utilise une tactique analogue : Carter prétend n'avoir pas été tenu au courant de l'intervention marocaine et laisse Giscard se mettre en avant. C'est sans doute cela que voulaient dire Vance et

Giscard au cours de leurs entretiens du 2 avril quand ils parlaient de «prendre des initiatives communes» pour la paix en Afrique ?

Engagé pour faire les sales besognes de l'impérialisme US, manquant toujours de fermeté face au social-impérialisme comme l'a prouvé l'affaire Amalrik, Giscard fera-t-il croire dans son interview télévisée qu'il lui reste une politique extérieure indépendante ou même un projet cohérent ?

Voir page 3 et page 7

SIDÉRURGIE

16 000 LICENCIEMENTS D'ICI 1979

Le plan patronal est confirmé

On parlait de 16 000, de 20 000, de 27 000. Une chose est sûre en tout cas, depuis la fin de la semaine : c'est au minimum 16 000 sidérurgistes qui vont être jetés à la rue d'ici 1979, dont 12 500 pour la Lorraine. C'est ce que viennent d'annoncer officiellement, les maîtres de Forge, lors de la réunion qu'ils ont eu avec les syndicats, durant le week-end. Les 3 000 licenciements annoncés à Usinor Thionville pour cette année, les 3 700 annoncés à la Chiers à Longwy donc à des dates rapprochées, montrent que le patronat de la sidérurgie a choisi d'accélérer son plan de restructuration. Il n'en est que plus urgent d'accélérer la riposte ! La journée «Ville morte» à Thionville, jeudi, on marquera le premier pas !

Lire notre article page 5

Mort d'un poète : Jacques Prévert

Prévert est mort, hier soir, à 77 ans. *Le Paysage Changeur, la Crosse en l'Air, Barbara, Inventaire* : tout le monde a encore, dans un coin de la mémoire, quelques-uns de ses vers. Et, des Visiteurs du Soir à Drôle de Drame, chacun a vu un jour un film auquel il a participé.

Un des rares poètes de notre époque à être resté accessible dans son expression, il était connu pour sa jonglerie avec les mots, pour les tendres chansons mises en musique par Kosma, chantées par Montand et d'autres. Autour du Front Populaire, sa poésie a été plus que cela : l'expression d'une sensibilité à un mouvement populaire profond, qui lui a fait prendre le parti des travailleurs, ceux pour qui «l'effort humain porte un bandage herniaire», pour qui «le clair de lune c'est la bronchite la pharmacie les emmerdements les ennuis». Avec eux, l'espace de quelques vers, Prévert avait espéré voir se lever «le soleil rouge de la révolution».

Pour ce simple espoir, oui, nous regrettons Prévert.

ESPAGNE

- Une législation qui vient à point
- Répression pour le peuple basque

Samedi, Suarez a décidé la légalisation du PCE. Cette légalisation, dont le principe était acquis depuis longtemps, peut donc intervenir aujourd'hui car la fraction de la bourgeoisie au pouvoir en Espagne estime que la participation du parti révisionniste au «jeu démocratique» lui est indispensable. Ainsi le

PCE pourra participer aux élections législatives.

Si la légalisation du PCE a été saluée parfois par des manifestations de joie à Madrid dimanche, il ne s'agit pas d'une «démocratisation» qui touche les masses populaires. En effet elles sont loin d'avoir conquis les libertés politiques et

syndicales. En témoigne l'acharnement avec lequel dimanche la police de Suarez a réprimé les Basques qui manifestaient pour l'Aberti Eguna et pour l'amnistie totale.

Lire nos informations en page 8 et page 9

POLITIQUE

MITTERRAND DE LA 4^{ème} A LA 5^{ème} SOLIDEMENT ARRIMÉ A SA CLASSE

A propos du livre de Franz-Olivier Giesbert : «Mitterrand ou la tentation de l'histoire».

Le livre que Franz-Olivier Giesbert consacre à Mitterrand, quelle que soit la sympathie avouée de l'auteur pour le secrétaire du PS, vaut d'être lu. Car retracer la vie de Mitterrand, le plus minutieusement possible, c'est montrer que toujours, nous disons bien toujours, et systématiquement, celui-ci a été du côté de la bourgeoisie, contre le peuple et la classe ouvrière. Cette plaidoirie, que la réalité des faits transforme en réquisitoire, a suscité bien des discussions dans les milieux mitterrandistes. Pour les uns, comme Jean Pierre Cot, jeune loup du PS, Mitterrand est excusable, il n'a fait que suivre la tendance de son époque. Pour les autres, comme Rosanvallon, «théoricien autogestionnaire», le Mitterrand d'avant 65 est critiquable, mais il n'a rien à voir avec celui qui est aujourd'hui le chef de la gauche, le futur premier ministre du programme commun peut-être...

Dans les deux cas, l'exposé rigoureux des faits tels qu'ils sont présentés dans ce livre gêne. En réalité, le passé de Mitterrand éclaire bien ce que sera son attitude future, à lui ou à ceux qui suivent sa voie. Car François Mitterrand a toujours été un bourgeois réformiste, et c'est au nom du réformisme qu'il a prêté main à tout ce qu'il y a de plus odieux dans l'histoire de l'impérialisme français. Prenons l'exemple de l'Algérie : pour Mitterrand, pas de problème : comme il l'écrivait dans l'«Express» du

5 septembre 53, «Pour moi, le maintien de la présence française en Afrique du Nord, de Bizerte à Casablanca, est le premier impératif de toute politique nationale. Rien de plus important». Or que constate-t-il, comme ministre des territoires d'Outre-Mer, puis comme ministre de l'Intérieur en 54 ? Que face à une attitude outrancière et réactionnaire des grands colons, le peuple algérien commence à regarder du côté des nationalistes plutôt que du côté des «modérés» favorables à une «meilleure

représentation de la population dans le cadre de la République Française». Dès lors, toute sa politique consistera à tenter de favoriser ces «modérés», pour éviter l'explosion. Et c'est en toute logique réformiste qu'après la «Toussaint» de 1954, qui marque le début de la guerre de libération du peuple algérien, Mitterrand s'opposera par tous les moyens à ceux qui «gènent» sa politique de réformes. Le 5 novembre, devant la commission de l'Intérieur, à l'Assemblée, Mitterrand déclarera : «L'action des fellaghas ne permet pas de concevoir, en quelque manière que ce soit, une négociation. Elle ne peut trouver qu'une forme terminale : la guerre». Et celui que certains présentent déjà comme «un espoir de la

gauche» mettra la main à la pâte...

Devant un tel passé, devant une telle logique, comment ne pas deviner quelle serait l'attitude d'un Mitterrand ou autre réformiste au pouvoir dans les prochains mois : pour appliquer une politique de réforme de l'impérialisme français, pour tenter de sortir celui-ci de la crise, il faut du temps, et des sacrifices de la part de la classe ouvrière. Que celle-ci les refuse, qu'elle rentre en lutte, et les travailleurs seront accusés de «mettre en péril» les réformes, de favoriser «objectivement» la droite, et le gouvernement de gauche utilisera l'arme de la bourgeoisie : la répression. C'est cela le réformisme.

L'EPISODE D'EPINAY

On nous présente volontiers le PS comme un parti «neuf» emmené par un homme, Mitterrand, dont le passé se confond avec la lutte pour le socialisme, et par des adjoints au passé sans tache unis entre eux, et issus pour la plupart des lendemains du congrès d'Épinay.

Après avoir discuté longuement avec tout ce que le PS compte de personnalités, Giesbert

éclaire d'un jour nouveau ce qu'il est bien convenu d'appeler «l'opération d'Épinay».

La situation de départ est simple : discréditée par son action sous la quatrième république, ridiculisée au moment de mai 68, la vieille SFIO n'a plus aucun crédit dans les masses, et même dans de larges secteurs de la bourgeoisie réformiste. L'apparent changement de direction,

qui a consisté à placer Savary au premier plan alors que Guy Mollet, continue à tirer les ficelles, n'y a rien fait. Face à la crise politique de la bourgeoisie qui commence à s'annoncer, la situation est mûre pour la création d'un nouveau PS capable de proposer une solution de rechange aux problèmes de la bourgeoisie. Mitterrand sera l'homme de cette «résurrection», une résurrection qui passe par les plus sordides magouilles de couloirs, les plus basses manœuvres, qui illustrent bien ce qu'est le soi-disant «nouveau PS».

Mitterrand est alors à la Convention des Institutions Républicaines, une espèce de groupuscule dont la base de masse est inexistante. Pour reprendre le contrôle du PS, il lui faut passer des alliances, et se servir des uns contre les autres. Les leçons apprises dans les différents gouvernements de la 4^e vont lui servir : d'abord il s'allie avec Defferre, responsable des Bouches du Rhône, un des anciens collègues de gouvernement, ami de Savary, mais opposé à Mollet. Seul point commun entre les deux hommes : la volonté de faire oublier le passé, et donc de s'opposer à Guy Mollet.

Tous les quinze jours, et en secret, Defferre, Mauroy, Mitterrand et son adjoint Dayan se réunissent pour faire le point. Il s'agit de convaincre la «base» des déferristes et des amis de Mauroy qu'il faut rénover la SFIO, mais sans leur dire que Mitterrand prendra la direction du nouveau parti. On compte aussi les mandats : Defferre + Mauroy + CIR,

cela ne suffit pas à battre Savary ; il faut trouver d'autres alliés.

Or, au même moment, la SFIO envisage de dissoudre la fédération de Paris, au main d'un ancien postier FO, Georges Sarre du CERES. Pour éviter cette dissolution, pour battre Mollet, le CERES est prêt à tout, y compris à s'allier avec Mitterrand. Pendant tout ce temps, Savary n'est au courant de rien.

Quelque jours avant le congrès d'Épinay, il demande même à Mitterrand d'accepter une place au comité directeur, puisqu'il n'y a pas, et c'est vrai, de divergence politique entre les deux hommes. Mitterrand lui répond qu'il réfléchira, alors que tout est en place pour éliminer Savary et mettre Mitterrand à sa place... Pour «faire plus vrai», Defferre et Mauroy présenteront même des motions différentes... rédigées par le même homme, Fajardie, ami de Mitterrand.

Voilà d'où vient le renouveau du PS, voilà aussi ce qui explique la continue lutte qui se mène en son sein, l'unité du PS ne reposant que sur un seul facteur : la présence de Mitterrand à la direction. Tous ces faits, qui figurent dans le livre de Giesbert, et qui sont authentifiés par les protagonistes, arguent de ce que serait (ou sera) le PS au pouvoir.

Il y aurait encore beaucoup de fait à citer, comme le moment où Augustin Laurent, après avoir accepté de «lâcher» son ami Mollet à Épinay, est ramené en voiture à Lille par Defferre en personne «pour être sûr qu'il ne revienne pas».

Mitterrand, ministre pendant 7 ans

Printemps 1947 : face à l'insurrection populaire qui se développe à Madagascar, les colonnes des régiments de l'infanterie coloniale se mettent en marche, les bombes et les roquettes s'abattent sur les villages et les faubourgs de Tananarive. La répression fera au moins 15 000 morts, peut-être 50 000, peut-être 80 000 selon les dires du gouverneur de l'époque.

Ramadier est président du Conseil.

Mitterrand est ministre de ce gouvernement-là...

Novembre 47 : les prix galopent, les files devant les magasins s'allongent, les grèves s'amplifient, la colère du peuple grandit. Face à cela, le gouvernement prépare une loi anti-grève, mobilise la classe 46-2, envisage le rappel de 80 000 hommes.

Schumann est président du Conseil.

Mitterrand est ministre de ce gouvernement-là...



«Balayez-moi tout ça» dit Mitterrand en passant en revue les troupes en Algérie

13 novembre 1956 : Fernand Yveton, communiste, ouvrier tourneur, est arrêté à Alger. Il soutient la lutte du peuple algérien, il y participe. Pour le faire parler, l'armée française utilise tous les moyens, toutes les tortures : l'électricité, l'eau (après l'avoir allongé sur un banc, ses tortionnaires l'obligent à boire jusqu'à étouffement, et ensuite sautent sur son ventre). Il se tait. Condamné à mort, le «bon» René Coty refuse sa grâce. Dans la lumière blafarde d'un matin, il est exécuté, la tête tranchée.

Mollet est président du Conseil.

Mitterrand est ministre de ce gouvernement-là...

On n'en finirait pas de dresser la liste des exactions, des crimes de l'impérialisme français sous la IV^e République : l'agression de Suez, le détournement de l'avion de Ben Bella, les tortures d'Alger, etc... De janvier 1947 à mai 1958, sur 138 mois de IV^e République, Mitterrand a été ministre pendant 82 mois, dans 9 gouvernements différents.



1947 : si jeune, mais déjà ministre

Son attitude pendant la Résistance

Un point d'histoire reste controversé en ce qui concerne le passé de Mitterrand : son attitude pendant la Résistance. En fait, deux certitudes sont là : d'une part, Mitterrand a bien fait de la Résistance, et d'autre part, il a bien été décoré de la Francisque, cette décoration suprême accordée par Pétain aux collaborateurs de son régime. Prisonnier, évadé, Mitterrand trouve un emploi, bien rémunéré, au Commissariat Général des Prisonniers de Guerre. Vivant à Vichy, Mitterrand sera le prototype même du bourgeois pendant l'occupation : vaguement séduit par certains thèmes de Vichy, comme en témoigne un texte écrit par lui pour la revue «France», publication officielle de l'«État français». En décembre 41, il aide épisodiquement les services de Londres, sans s'engager outre mesure. Ce n'est qu'après l'occupation de la zone libre, en constatant la faillite inéluctable de Vichy, que Mitterrand va progressivement s'engager dans la Résistance, jusqu'à passer dans la clandestinité à l'automne 43. Responsable du MNPGD (mouvement national des prisonniers de guerre), Mitterrand se vante d'ailleurs de n'avoir jamais, pendant toutes ces années d'occupation, touché une arme !

Giscard parle de politique étrangère

De concession en concession

FAIBLE DEVANT MOSCOU ET DEVANT WASHINGTON

C'était le 31 mars que Giscard devait intervenir à la télévision sur sa politique étrangère. Finalement, le remaniement gouvernemental l'amena à parler de la politique intérieure dès le 28 ; de ce fait, il lui était difficile de maintenir sa deuxième apparition à la date prévue. Voilà pourquoi, finalement, c'est ce soir qu'il traite à la télévision de la situation internationale.

Ce petit épisode, à lui seul, éclaire déjà assez

De fait, la question soulevée par Giscard, de l'orientation de la politique étrangère française, a pris ces derniers jours un nouveau relief. Au fur et à mesure qu'approche le débat parlementaire sur l'élection du parlement européen au suffrage universel, la situation de la France par rapport aux autres pays européens, ainsi que par rapport à l'URSS et aux USA, se pose à nouveau. D'autre part, l'utilisation d'avions de l'armée française pour le transport de troupes marocaines au Zaïre illustre une nouvelle position de notre impérialisme, face à la situation dans le Tiers Monde.

DU LIBAN AU ZAÏRE : TOUJOURS AVEC LES ÉTATS UNIS

Déjà, l'année dernière, Giscard s'était fait remarquer en proposant l'intervention de troupes françaises au Liban. Cette proposition, on s'en souvient, avait été faite lors d'un voyage aux États Unis ; ainsi apparaissait-il clairement que le président de la République était allé chercher auprès de Kissinger l'autorisation d'une initiative allant dans le sens des intérêts américains au Moyen Orient.

Cette fois encore, Giscard vole au secours d'un régime dont les liens avec Washington sont largement connus, celui du Zaïre. Il le fait conjointement avec un autre régime, celui du Maroc, dont l'intervention militaire au Sahara Occidental est largement tributaire du soutien que lui accordent tant les États Unis que la France elle-même.

LA FIN DU GAULLISME DANS LE TIERS MONDE

On est loin, on le voit, de la ligne adoptée par de Gaulle vis-à-vis du Tiers Monde, qui consistait essentiellement à se forger un visage d'adversaire de l'impérialisme américain ; le discours prononcé à Phnom Penh, où les États Unis étaient désignés comme les responsables de la guerre d'Indochine, la politique plutôt amicale à l'égard des pays arabes menacés ou agressés par l'État d'Israël, avaient particulièrement souligné cette orientation.

Aujourd'hui qu'une nouvelle situation a été créée

dans le Tiers Monde par l'intervention de plus en plus massive de l'URSS, la politique giscardienne se borne de plus en plus, dans les conflits qui opposent entre elles les deux super-puissances, à agir comme un auxiliaire des États Unis. Attitude de puissance en déclin, de plus en plus incapable de tracer en toute indépendance sa ligne de conduite sur la scène mondiale.

MEMBRE DE L'EUROPE ATLANTIQUE

A sa manière, le débat qui doit s'ouvrir prochainement sur l'élection du parlement européen au suffrage universel révélera aussi la même situation. Quelle Europe, aujourd'hui, entend ainsi se doter d'un organe supranational de plus ? Celle que définissait voici un peu plus d'un an le premier ministre belge, Léo Tindemans : un ensemble de pays secoués par une crise économique, inquiétés par une pression soviétique accrue et peu en mesure d'y faire face, largement tributaires pour ces deux raisons de l'intervention américaine, et parmi lesquels la «bonne santé» économique toute relative de l'Allemagne de l'Ouest lui confère un rôle prééminent.

L'histoire, dès le moment de son élection, a fait de Giscard l'homme de la résignation à cette situation. Dans un premier temps, ce sont les atlantistes acharnés du centre démocrate de Lecanuet qui ont assuré son élection par leur ralliement. Les mois qui ont suivi ont vu son premier ministre d'alors, Jacques Chirac, se charger de mettre au pas la formation gaulliste en lui faisant abandonner l'essentiel des thèmes de politique étrangère hérités de son fondateur.

DEVANT MOSCOU ET WASHINGTON : CONCESSION SUR CONCESSION

Depuis, le règne giscardien a été jalonné par les concessions multipliées de part et d'autre aux deux super-puissances. On se souvient notamment des deux voyages diplomatiques effectués en 1975 et 1976 en URSS et aux USA. Au cours du premier, Giscard devait, après un affront diplomatique, accepter de signer un texte favorable au

prétendu «désarmement» cher à Brejnev, point sur lequel la France avait jusque là refusé de céder. Quelques mois plus tard, aux États Unis, Giscard proclamait son allégeance à une nouvelle solidarité atlantique fondée sur une «liberté» généralement comprise comme celle d'exploiter les travailleurs.

Ces dernières semaines encore, on aura vu Amalrik trainé par la police française devant l'Élysée, dans le seul but de ne pas trop fâcher Moscou. On aura vu également, après diverses proclamations de fermeté, notre gouvernement se résigner à voir le Concorde interdit d'atterrissage sur l'aéroport de New York.



Sur le canapé de l'Élysée : Kissinger et Gromyko se succèdent. Tous les deux sont assurés de la «compréhension» de Giscard.

Je suis partout

Il en a juridiquement le droit : Chirac restera président du Conseil Général en Corrèze, tout en étant maire de Paris. Il a affirmé qu'il consacrerait ses samedis et ses dimanches à ce département, et que d'autre part il partagerait son temps à Paris entre des matinées pour le RPR et des après-midi et des soirées pour la mairie. Question : quand donc le député Chirac trouvera-t-il le temps d'assister aux séances de l'Assemblée Nationale ?

VEILLÉE D'ARMES

La renégociation du programme commun continue à se préparer, et suscite de part et d'autre des déclarations de dirigeants du PS et du PCF. La dernière en date est de Marchais. D'une part, il s'est félicité que Mitterrand ait répondu à sa proposition de rencontre : «dès lors que le principe de la discussion est admis entre gens de bonne volonté, les choses ne peuvent qu'avancer». D'un autre côté, il a rejeté le point de vue du PS sur «des prises de participation majoritaires» de l'État dans une série de secteurs : «ou on nationalise, ou on ne nationalise pas». Il s'agit de la sidérurgie, du pétrole et de l'automobile. Rappelons ce-

pendant que le programme commun de 72 prévoyait cette solution pour la sidérurgie : l'intransigeance du PCF pourrait donc avoir des limites.

Autre point de désaccord : l'Europe. Pour le dirigeant du PCF, contrairement à la lettre de Mitterrand, «C'est inacceptable, c'est une menace pour nos institutions».

Chacun continue donc à préciser ses positions, et à se préparer à la discussion, en évitant tout risque de polémique trop acerbe. Jusqu'aux élections législatives, il y a de fortes chances que ce type de rapport se prolonge entre PS et PCF.

Protestation

Scandale à Notre Dame : en plein milieu de la messe de Pâques, dite par force Monseigneur devant les caméras de la télé, deux filles ont déployé une banderole : «Libérez les prisonniers politiques en Allemagne» : il s'agissait des traitements inhumains infligés aux membres de la «bande à Baader» par les autorités ouest-allemandes. En toute charité chrétienne, elles ont été remises à la police française.

Ouvriériste

André Bord, secrétaire d'Etat, membre du RPR, a écrit à son collègue de gouvernement, le ministre de l'Industrie, de l'artisanat et du commerce Monory ; il demande une intervention du gouvernement dans l'affaire Schlumpf : «Cette affaire a un caractère éminemment explosif, et il est urgent pour le gouvernement de prendre des initiatives susceptibles d'apaiser les esprits». Les députés majoritaires en quête de réélection n'ont pas fini de manier ce genre de dynamite dans les mois à venir.

Contestataires

A peine élus, une dizaine de maires alsaciens menacent de déclencher une grève administrative et de se lancer dans une occupation de terrains : il s'agit de ceux visés par les expropriations décidées par l'administration en vue du creusement du canal Rhin-Rhône. Une affaire qui a déjà mobilisé bien des gens en Alsace, et dont on en entendra encore parler : alors que 16 hectares devaient originellement être perdus pour chaque kilomètre de canal construit, on parle maintenant de 50 à 80. Un vrai gâchis.

La paille et la poutre

Le PCF a écrit à Giscard pour protester contre l'utilisation de l'aviation française au Zaïre. Il demande de plus un débat au parlement sur cette question. Interviewé, Ballanger, président du groupe parlementaire, a déclaré : «Il s'agit du début d'une aventure coloniale dont on ne sait pas où elle peut nous mener». Mais pourquoi tant de vertu ? Parce que «la France a besoin de la coopération avec l'ensemble des pays d'Afrique». On demande que monsieur Ballanger précise ce type de «besoin» : matières premières, main d'œuvre, marché pour l'exportation ?

Par ailleurs, le député du PCF a osé affirmer : «Il n'y a pas, selon tous les renseignements qui nous sont parvenus, de troupes ou de soldats cubains ou soviétiques au Zaïre. Tout juste, le matériel nécessaire à l'intervention, les camps de base et l'entraînement assurés sur le territoire angolais ; quelques riens ! Au fait, monsieur Ballanger serait-il prêt également à assurer que «selon les renseignements qui lui sont parvenus», il n'y a «ni Cubains, ni Soviétiques», en Angola ?

Feu de tout bois

Devant un feu de bois, Giscard a achevé son week-end de Pâques avec des représentants des harkis, ces troupes collabos de la guerre d'Algérie. Il leur a fait un certain nombre de promesses, ainsi qu'aux anciens pieds-noirs. Il a précisé, ce qu'on savait déjà, que Dominati, le battu du 2^e-3^e à Paris, promu secrétaire d'Etat, était chargé de s'occuper de ces questions. En cette année électorale, toute voix est bonne à prendre. Ne s'est-il pas fondé, juste avant les municipales, un nouveau rassemblement de rapatriés, favorable à la gauche celui-ci ?

LUTTES OUVRIÈRES

Thionville à l'heure de la restructuration d'Usinor

"ATTENDRE 78 ?... IL SERA TROP TARD !"

«Ah, enfin, ils l'admettent que le problème lorrain est un problème grave». Cette exclamation poussée par le patron du bistrot, le «Républicain Lorrain» à la main, font se retourner les têtes. «Les gars de chez Usinor, il faut les soutenir ; s'ils viennent chercher du fric aussi» ajoute-t-il.

«Une chose est sûre : on est la vache à lait du pays ; si la Lorraine ne bosse plus, c'est pas les autres qui vont bosser !» affirme un autre ouvrier au comptoir.

Des conversations comme celles-là, on en entend dans chaque bistrot depuis qu'il y a huit jours, Usinor a laissé tomber sa sentence : 3 000 suppressions d'emplois sur un effectif de 3 700 personnes que compte l'usine.

«Pas besoin de faire un dessin : si on ne fait pas quelque chose, Thionville sera rayée de la carte» commente un autre ouvrier avant de sortir.

LE PAYS DU FER

En effet, tout le monde a

Thionville, 5 h 30 du matin. Quelques centaines de mètres seulement séparent la vieille gare du centre-ville : le froid vif vous oblige à les parcourir presque en courant jusqu'à un café ouvert, que l'on n'a d'ailleurs pas de mal à trouver malgré l'heure matinale. Les cafés à Thionville, comme dans des dizaines d'autres localités qui jalonnent la vallée de la Meuse, vivent à l'heure des 3x8, d'Usinor et de la Sollac.

Toutes les 30 secondes, un souffle glacial pénètre par la porte entrouverte du bistrot où nous sommes entrés : seuls ou par petits groupes, sidérurgistes,

ou vite compris quand la nouvelle est tombée. Car depuis un siècle, Usinor a façonné la localité. Et dire cela, ce n'est pas uniquement parler du paysage, des usines construites à même le centre-ville, des tuyaux, des ponts, des rails qui traversent une rue sur deux, des cheminées d'où sort jour et nuit une épaisse fumée noire et qui justifie bien le nom de cette localité de 40 000 habitants : «Le pays du fer».

Dire cela, c'est dire qu'hors la sidérurgie, il n'y a rien d'autre : 3 000 ouvriers d'Usinor sur le pavé, ce sera 20 000 personnes au bas mot qui seront privées de

ressources.

Les maîtres de forge d'Usinor après avoir spolié des générations de sidérurgistes, prétendent aujourd'hui, les laisser sur le carreau.



UN SIECLE DE DOMINATION

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : depuis un siècle, ils contrôlaient toute la

vie des sidérurgistes, à l'usine, hors l'usine, de la naissance jusqu'à la mort.

A l'exploitation dans les ateliers, se sont ajoutées des conditions de vie qui ont empiré de jour en jour.

Les logements, par exemple : les maîtres de forge de la région ont fait construire et loué à des centaines de travailleurs, les sinistres «Domofer» : «Des baraquements en ferraille, où les plafonds se soulèvent, où il pleut, dans lesquels tu ne peux pas dormir à cause du bruit des pas sur les planchers», des baraquements où depuis des dizaines d'années on peut tout juste récupérer sa force de travail, auxquels ceux qui ont été licenciés lors des dernières restructurations n'ont pas droit, ne touchant pas de salaire. Ce sont aussi les CET d'Usinor où ont été «éduqués» des générations de sidérurgistes, des CET où dès l'âge de 15 ans, des milliers d'entre eux au fil des années, ont été initiés aux «travaux pratiques», où on se lève comme le père à 4 heures du matin, pour aller faire ses premières armes de fondeur, de lamineur ou d'aciériste.

Voilà comment les maîtres de forge qui aujourd'hui plient bagage, ont façonné la région. Mais comme nous le dira un vieil ouvrier, quelques heures plus tard, dans un autre café : «C'est vrai qu'Usinor nous faisait vivre d'une drôle de façon ; mais tant qu'il y avait l'emploi, tu pouvais toujours te battre sur les conditions de vie et le reste. Mais la fermeture c'est pire que tout».

14 heures. «C'est la fin si on ne fait rien» confirme un autre ouvrier. Cette certitude bien comprise, explique à l'évidence le nombre important de sidérurgistes qui ont participé mardi dernier à la manifestation inter-syndicale, qui se voulait la première riposte ; même les plus touchés par le chômage partiel, ne parlent que de lutte : «Il y a quelque temps, on se disait : après avoir travaillé sur un haut-fourneau pendant 20 ans, on va se retrouver à accrocher les wagons. C'était pas la joie, mais faute d'autre chose, on espérait quand même ça. On a même plus l'espoir d'être mûté. C'est dire !»

Quant aux jeunes, à qui l'on propose dans le cadre de la «mobilité de l'emploi» 200 emplois à Fos, beaucoup tentent un temps par l'aventure, en sont revenus, aux deux sens du terme ! «La meilleure perspective,

aller travailler à Fos, n'est même plus possible... Et puis, certains de mes copains y sont allés. Ils sont revenus... l'ambiance ne leur plaisait pas. Ils n'avaient pas de copains... pas de logement».

«EN 78, IL SERA TROP TARD»

Rester en Lorraine, voilà ce que disaient les banderoles lors de la manifestation de mardi dernier. Ils étaient 2 000 à manifester. C'est peu, mais c'est beaucoup si on sait que ce jour-là, les sidérurgistes étaient conviés à pas moins de trois initiatives : outre une manifestation inter-syndicale, la CGT organisait un «rallye», la CFDT «6 heures pour l'emploi». Des initiatives prévues longtemps à l'avance, mais qui à juste titre, soulevaient, en fin de semaine, certains reproches : «Il ne faut pas que ça recommence avec les querelles de boutique. On ne va pas recommencer le cirque comme à la dernière manif, il y a trois mois».

En effet, outre que des initiatives non unifiées ne sauraient aller dans le sens d'une grande efficacité, nombre de sidérurgistes se souviennent de la dernière manifestation centrée sur l'emploi et au cours de laquelle, ils avaient eu le désagréable loisir de voir ce qui se cachait derrière les «querelles de boutiques» : ce jour-là, certains dirigeants CGT, membres du PCF, avaient monopolisé la parole pour faire l'éloge du programme commun... et appeler à attendre 78.

Attendre 78 ? «La restructuration sera faite avant» disent unanimement les ouvriers rencontrés. «On a même trop attendu» ajoute un autre et, jugeant la dernière période «des syndicats ces derniers mois ont été beaucoup trop pris par des considérations électoraless».

Il est bien vrai que depuis des mois, certains membres du PCF ou du PS au niveau des directions syndicales, ont, afin de ne pas troubler les échéances électorales, et occupés à les préparer, épuisé les sidérurgistes dans des journées d'action sans lendemain. Telle est bien la raison pour laquelle, elles ont connu de moins en moins de succès et non pas comme le disaient certains, il n'y a pas si longtemps encore : «Les journées d'action de moins en moins suivies ? Ça prouve que le peuple est heureux. C'est comme un sondage». En fait, plus personne ne se risque aujourd'hui à faire cette analyse.

Et puis les raisons pour lesquelles on appelait depuis des mois les sidérurgistes à patienter sont maintenant satisfaites : la gauche est à la mairie. A 48 heures de la journée «ville morte», voilà un fait qui agrémente nombre de conversations ; nous le verrons.

Richard FEUILLET

Tréfileries et laminoirs de la Méditerranée (Marseille)

Après la reprise...

«LE SENTIMENT CONFUS D'AVOIR ÉTÉ TRAHIS PAR LE PCF»

Après dix jours de grève, les travailleurs ont repris hier avec une garantie signée de la direction et portant sur trois points :

- versement d'un acompte de 400 uniforme à valoir sur la prime de juillet ;
- 2% d'augmentation à partir du 1^{er} avril ;
- aucune sanction contre les grévistes.

Au regard de la combativité des travailleurs et de leur volonté d'exiger 8% d'augmentation tout de suite, les conditions de la reprise ont un goût amer pour tous ceux qui étaient partis pour «faire céder la direction sur leurs revendications». Cette victoire

partielle après une lutte «comme jamais on n'en avait menée», a laissé de nombreux travailleurs sur un sentiment de trahison. L'après-midi même, un vote à bulletin secret n'avait-il pas donné 83 voix pour la reprise contre 111 pour la continuation de la lutte. «Pourtant tous les anti-grévistes, les chefs achetés par la direction ont voté eux aussi. C'est nous qui avons gagné, donc on continue», disaient les grévistes après le dépouillement.

Alors pourquoi la lutte a-t-elle fini un peu en «queue de poisson» jusqu'à l'idée majoritaire que la reprise était nécessaire ?

cessé d'agir par personne interposée.

NOUS AVIONS CONVENU...

Venus uniquement pour contrôler les faits et gestes du délégué CGT, ils se sont même permis de lui reprocher d'avoir ouvertement pris position pour la reprise, alors que «ce n'est pas ce que nous avons décidé, nous avons convenu qu'il fallait appeler à la lutte sous une autre forme». On comprend pourquoi ce délégué n'a pas saisi la nuance de cette subtilité que les révisionnistes maîtrisent depuis longtemps !

Après plusieurs jours de lutte, les grévistes ont pu se rendre compte de la nature du soutien que l'un des élus PCF en visite, leur avait promis et qu'ils attendent encore. Le résultat de cette nouvelle tactique de trahison en sous-main, parce que le masque de ces ennemis de la classe ouvrière n'est pas encore complètement arraché, risque de se traduire, comme de nombreuses réflexions de travail-

leurs déçus l'ont montré, par une désaffection envers les syndicats, comme l'a si bien dit l'un des responsables mêmes de ces manœuvres inavouables.

UN BILAN VA ÊTRE PRIS EN MAIN

Pour transformer ce sentiment confus de trahison d'où la direction peut ressortir satisfaite, en une prise de conscience claire des obstacles de «gauche» et de droite que les travailleurs doivent écraser, un bilan approfondi de cette lutte va être pris en main par les travailleurs les plus conscients des sections CGT et CFDT. Ainsi le syndicat pourra devenir cette arme indispensable pour les victoires futures, sur des bases de classe claires, si redoutée aussi bien par les réformistes que par les révisionnistes qui n'ont qu'un souci : se servir des luttes actuelles pour faire monter la courbe de leurs pourcentages électoraux pour 78, comme la direction a l'œil fixé sur sa courbe de profit.

Robert RIVIERE

L'une des raisons est la signature de la garantie citée plus haut, par la direction, après le résultat du vote. Mais ce n'est pas là la raison principale. En fait, pendant une journée, on a pu voir ce qu'étaient capables de faire les partisans «de la lutte sous une autre forme».

Après le vote favorable à la poursuite de la lutte, ces partisans de la reprise, désavoués, n'ont rien fait pour que l'ensemble des travailleurs puissent déterminer ensemble les nouvelles initiatives qui pouvaient être prises pour consolider la lutte. Ainsi le délégué CGT qui s'était ouvertement prononcé pour la reprise s'est trouvé en porte-à-faux face à la volonté majoritaire de ne pas céder.

LES OBSTACLES ONT ENTRAÎNÉ DES HÉSITATIONS

Le manque d'expérience d'une lutte prolongée, la difficulté de cerner les obstacles à franchir pour passer à une étape supérieure dans la

lutte, ont entraîné de nombreuses hésitations, suivies d'une confusion entretenue sur les objectifs initiaux de la lutte. Profitant de cette situation, les tenants de la reprise se sont appuyés sur toutes les idées fausses qui apparaissaient dans les discussions : «On a fait ce que l'on a pu mais ils ne veulent pas lâcher» ou «N'importe comment, certains ont repris avant de connaître le résultat du vote» ou «La poursuite de la lutte n'a pas été obtenue avec une grosse majorité...» ; laissant ainsi se développer l'idée que ce qui avait été obtenu était un maximum difficile ou même impossible à dépasser.

Dans ce rôle de briseurs de grève et de soutien à la direction de l'usine, les faux communistes du PCF ont droit à la médaille de la collaboration de classes : incapables de soutenir ouvertement leur volonté de voir chacun réintégrer son atelier, craignant comme la peste que la grève des TLM devienne le centre d'une explosion plus grande de plusieurs luttes contre le Plan Barre, ces faux amis de la classe ouvrière n'ont pas

LUTTES OUVRIÈRES

Sidérurgie

LES MAÎTRES DE FORGE ANNONCENT :

«NOUS ALLONS SUPPRIMER 16000 EMPLOIS»

LE 14, JOURNÉE «VILLE MORTE» À THIONVILLE

Les choses sont claires désormais si toutefois elles ne l'étaient pas encore : en fin de semaine, lors de la seconde réunion entre les syndicats et le patronat de la sidérurgie du Nord et de l'Est (Union des Industries Métallurgiques et Minières), ce dernier a annoncé officiellement que 16 000 licenciements auront lieu dans la sidérurgie d'ici 1979, dont 12 500 en Lorraine. Et ce n'est qu'un minimum. En outre, les dates sont fixées et le nombre de licenciés par groupes et dans chaque usine des groupes (Usinor, Sollac, la Chiers) est encore venu se préciser.

Les obstacles à la lutte comme l'incertitude quant à ces éléments, obstacles réels mais secondaires et que surtout certains éléments notamment du PCF dans la CGT brandissaient ces derniers mois pour mieux cacher leur inertie, ne sont désormais plus de mise. D'ailleurs, on se garde bien en Lorraine d'en parler désormais !

L'exemple d'Usinor est clair à ce sujet : on sait qu'il a annoncé à son usine de Thionville, la suppression de

3 000 emplois sur un effectif total de 3 700 et ceci dans les huit mois qui viennent. Quant à la Chiers, à Longwy, les choses viennent de se préciser aussi : ce sont 3 700 suppressions d'emplois qui planent à court terme. Et d'après des sources bien informées, Sacilor Sollac confirmerait prochainement les 9 000 licenciements qu'il envisage dans l'ensemble de ses usines de la vallée de la Meuse, chiffre qu'il avait déjà annoncé le 5 décembre dernier. Hors la

lutte, il n'est point de salut ! Là encore, l'exemple de Thionville est parlant : 3 000 emplois supprimés, ce sont 12 000 personnes sans ressources car il faut bien ajouter les familles des sidérurgistes. Ce sont des milliers d'autres travailleurs qui seront au chômage car il faut compter avec les dizaines d'usines qui fermeront à la suite d'Usinor, 60% au bas mot travaillant en sous-traitance pour le trust. C'est la disparition de villes entières qui planent. Pour tenter de faire passer en douceur leur plan, les maîtres des forges, et notamment Usinor-Thionville lors de son dernier comité d'entreprise, ont annoncé leurs «propositions».

LES «PROPOSITIONS»
DES MAÎTRES
DES FORGES

- 50% des travailleurs de la

sidérurgie seront mis en «cessation anticipée d'activité» ; en clair, 7 150 travailleurs minimum pour la Lorraine seront mis au chômage à partir de 56 ans et huit mois avec 70% du salaire maximum.

Quant aux travailleurs immigrés célibataires, travailleurs marocains, tunisiens, le patronat de la sidérurgie entend ni plus ni moins que les renvoyer dans leur pays «avec une prime» !!!

Dans l'immédiat, à Usinor Thionville, les travailleurs en «discontinus» vont voir leurs horaires alignés sur ceux des continus ; autrement dit, leurs horaires vont diminuer mais leur salaire aussi alors qu'ils terminent aujourd'hui une période de chômage partiel de quinze jours !

Non, il n'est plus possible d'attendre ! Après la manifestation de mardi dernier, les sidérurgistes d'Usinor Thionville vont le montrer

dès cette semaine : jeudi, avec leurs camarades de la Sollac et toute la popula-

tion, une journée «ville-morte» est organisée à Thionville.



Manifestation autour des ouvriers d'Usinor-Thionville le 25 mars : toute une ville mobilisée pour défendre l'emploi.

Filatures St Liévin Wattrelos

«NOUS REPRENONS
MAIS LA TÊTE HAUTE ET CONSCIENTS
DES OBSTACLES A SURMONTER»

Devant l'intransigeance patronale, les difficultés à faire évoluer le rapport de forces en leur faveur, et les risques de division, les travailleurs de la Filature St Liévin à Wattrelos ont décidé de suspendre leur grève, malgré le caractère dérisoire des concessions de la direction. Mais la lutte continue. Dès vendredi dernier, le même cahier de revendications a été déposé à la direction et la mobilisation pour le 22 avril, journée interprofessionnelle d'action sur le Nord se prépare activement. La semaine prochaine, des délégués CGT et CFDT tireront le bilan approfondi de la grève.

Voici le tract distribué par les militants syndicaux vendredi, jour de la reprise :

«Aujourd'hui, nous reprenons le travail et ce sera la tête haute, car comme disaient les camarades à St Liévin, ça ne sera plus jamais comme avant». Qu'avons-nous obtenu ?

Alors que la direction avait menacé par la presse de nous supprimer les premières propositions, aujourd'hui elle confirme comme acquis les points suivants :

a) le 1^{er} mai, s'il tombe un dimanche, sera payé à tout le monde.

b) dans le cadre de l'amélioration de l'accord pré-retraite, elle accorde 11 jours de congés payés supplémentaires pour les femmes à 60 ans, les hommes à 61 ans, 22 jours pour les femmes à 61 ans, les hommes à 62 ans, 33 jours pour les femmes à 62 ans, les hommes à 63 ans.

c) en cas de mariage, 5 jours payés au lieu de 3.

d) chômage partiel : chacun sera assuré de recevoir pen-

dant 13 semaines 100 % de son salaire effectif sur la base de 40h.

e) pour la prime de participation, (loi de 67), la direction accepte de faire le calcul hors influence du rachat Caulliez-Delaoutre.

f) prime actuelle (loi de 59), en plus de l'exercice 1977-78, la garantie des 8 % accordée sur cette prime est répartie en : - une garantie de 6 % sur la prime dont l'incidence des critères (absence, maladie) seront revus en une prime forfaitaire de 2 % des salaires prévus pour les heures travaillées pendant la période de référence. Nous sommes donc maintenant assurés de toucher cette deuxième partie (2 %).

Non, ça ne sera plus comme avant à St Liévin. Parce que nous savons désormais ce que veulent dire les promesses de la direction, parce que malgré les conditions de travail et de vie qui nous sont faites, malgré l'austérité que le gouverne-

ment et le patronat nous imposent, nous avons démontré que nous refusons de payer et payer encore une crise qu'ils nous imposent. Parce que les travailleurs de St Liévin ont surtout découvert qui étaient en vérité nos patrons. Des gens qui ont fait la preuve que la satisfaction des revendications de leurs ouvriers n'est pas une question d'argent, comme avec les syndicats collaborateurs CGC, CFTC et FO, ils le crient fort haut, puisqu'ils savent supporter 2 semaines de perte de production.

Mais bien plus, une attitude commandée par la non remise en cause de leur autorité, de leurs profits et de leurs privilèges. Des gens qui, au lieu de négocier véritablement, font appel aux forces de police pour briser la grève et cela sous couvert de liberté du travail. Des gens qui n'hésitent pas à mobiliser leur encadrement contre les ouvriers. Des gens soi-disant de dialogue, de concertation, et qui en fait décident seuls, et n'acceptent pas qu'on puisse leur demander une plus juste répartition du résultat du travail de tous. Des gens qui n'acceptent jamais de voir les travailleurs prendre en main leur destin même si, par la pression des travailleurs, ils sont obligés de lâcher quelques miettes.

LES TRAVAILLEURS
REPRENNENT
LA TÊTE HAUTE

Parce qu'ils sont convaincus que ce n'est que par l'action dans l'unité la plus large qu'ils arracheront de meilleures conditions de travail et de vie à un patronat dont les seuls soucis sont ses profits et son pouvoir, à un patronat qui n'a que faire du mieux vivre des travailleurs. Parce qu'ils savent que la lutte continue et qu'avec la CGT et la CFDT ils ne doivent que compter sur eux-mêmes. Parce qu'ils savent clairement aujourd'hui quel ton ont choisi FO, CFTC et CGC à St Liévin. Aussi est-ce la tête haute qu'ils ont demandé à leurs délégués de porter à nouveau leurs revendications devant la direction. Aussi ne cédant pas aux manœuvres et intimidations de toutes sortes, ils lutteront en restant vigilants, et mobilisés sur la suite des accords, en soutenant et en participant au rassemblement du 22 avril à Paris avec les camarades du textile de la France entière. En prenant part activement à cette grande journée interprofessionnelle d'action. Pour l'amélioration du pouvoir d'achat et des salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, pour la défense de l'emploi des travailleurs du

Nord avec l'ensemble des départements.

NOUVELLE ÉTAPE
DANS NOTRE LUTTE

Demain, comme aujourd'hui, soyez assurés, MM. Mulliez et Scalbert, nos dirigeants que nous pourrions être aussi fiers et dignes que

ceux qui avant nous ont lutté pour arracher les acquis qui sont les leurs aujourd'hui.

La relève est assurée !

Les travailleurs de St-Liévin avec leurs syndicats CGT et CFDT

DÉGRADÉ !

Jeudi matin, le piquet de grève était toujours devant les grilles. Alors qu'une dizaine de flics tentaient de le démanteler, un brigadier de police reste à l'écart, le commissaire l'interpelle : «Alors tu pousses avec les autres, oui ?». Réponse : — «Je t'emmerde». «Ma femme travaille à lainière, je sais ce que c'est que les grèves». Du coup le commissaire avance sur le brigadier, lui arrache ses galons et lui donne l'ordre de remonter dans le car de police. Oui, devant la lutte des travailleurs, il faut choisir son camp.

FOS : LES «POSTÉS» A L'ACTION

Les unions régionales des industries chimiques du Sud-est CGT et CFDT ont décidé une action coordonnée des travailleurs postés à Pâques pour exiger :

- la diminution du temps de travail pour tous les postés, la récupération double des jours fériés travaillés
- la suppression de la polyvalence des doublages de postes et du travail pendant le temps de repos.
- la retraite à 55 ans
- le doublage des délégués postés.

Toutes les usines du complexe pétro-chimique de Fos ont participé à la lutte qui s'était déjà déroulée de la même manière pendant les fêtes de Noël : des arrêts de travail ont été effectués à Naphta-Chimie, Esso-Fos, ICI, CFT-La Mède, Shell Française, Shell-Chimie, BP Lave-ra...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Pont Aven

750 tonnes de moules à la décharge

C'est un véritable désastre pour les parcs à moules de l'Aven (Sud-Finistère). 750 tonnes de moules devront être jetées par suite de pollution. Le laboratoire de biologie marine du Collège de France à Concarneau a procédé à des prélèvements qui ont révélé une teneur de 1 800 à 3 000 colibacilles par millimètre cube d'eau alors que la dose maximale admise est de 300. La contamination par colibacilles est due à la présence de matières fécales dans les eaux de l'Aven. Cette contamination a plusieurs causes qui s'additionnent : la station d'épuration de Pont Aven est fissurée ; les égouts de la commune de Bannalec sont directement rejetés dans l'Aven, rivière le long de laquelle sont installées des porcheries industrielles. Enfin des pluies abondantes ont lessivé les champs où était étendu du lisier, entraînant des particules fécales dans l'Aven.

Les méthodes de culture intensives sont une fois encore en cause dans cette pollution. La suppression de nombreuses haies et talus qui retenant les eaux de pluies, entraîne le lessivage des sols par les eaux de pluies. La multiplication d'élevages industriels hors-sol augmente la quantité de fumier et de lisier produits, d'où un épandage plus important. Il est possible de traiter les déchets animaux pour les rendre moins polluants (fermentation, brassage...), mais ce traitement en raison de son coût est contradictoire avec la course à la productivité pratiquée par les gros exploitants et imposée aux petits et moyens producteurs.

A la suite de cette pollution des parcs à moule, une cinquantaine de travailleurs risquent de se retrouver au chômage.

Attentat à Narbonne

6 cabines de péage de l'autoroute A9 détruites

Dans la nuit de dimanche à lundi, un commando d'une trentaine d'hommes masqués a neutralisé les employés du poste de péage de l'autoroute A9 de Narbonne et posé des charges explosives dans plusieurs cabines de péage. Six d'entre elles ont été détruites, une septième charge n'a pas explosé. L'explosif utilisé est en vente libre pour les viticulteurs et les agriculteurs, il sert à niveler les sols. La nature de l'explosif, ainsi que la dégradation de la situation dans les départements du midi viticole incitent à penser que cet attentat est l'œuvre de viticulteurs mécontents. Un responsable des Crav nous indiquait hier que la situation des viticulteurs était pire qu'au moment de Montredon. Dans l'Aude, les deux tiers du vignoble ont gelé, ceci se répercutera sur la récolte prochaine, et n'aura donc pas d'effets immédiats. La dégradation de la situation est due actuellement à la mévente du vin. Courant janvier, il se

vendait dans la région Languedoc-Roussillon plus de 300 000 hectolitres de vin par semaine; il s'en vend moins de 40 000 aujourd'hui. Les importations de vin italien affluent de plus en plus. Le prix de vente des vins ne tient pas compte de la grille officielle. Certaines coopératives arrivent à vendre au prix officiel, mais avec des paiements sur sept ou huit mois alors que les viticulteurs ont un besoin urgent d'argent. Des particuliers vendent au prix interprofessionnel, mais risquent de la main à la main. C'est la condition sine qua non du commerçant, des sommes allant jusqu'à 2 000 F par hecto, c'est-à-dire le quart du prix du produit.

La plupart des viticulteurs sont pratiquement en cessation de paiement. Dernièrement, une intervention contre des huissiers a été menée par un groupe de viticulteurs, des dossiers ont été enlevés pour empêcher des saisies.

GRENOBLE : FASCISTE INCENDIAIRE INCENDIÉ

Dans la nuit de vendredi à samedi, un engin incendiaire explosait dans les locaux de l'UNEF sur le campus universitaire de Grenoble. Des décombres, les pompiers retirèrent le corps calciné d'un étudiant de 26 ans. L'opération menée par un commando de jeunes fascistes s'était mal terminée pour l'un d'eux qui fut blessé par l'explosion de la bombe qu'il avait placée dans les locaux de l'UNEF. Asphyxié par la fumée de l'incendie qu'il avait allumé, il n'a pas été secouru par les 4 autres membres du commando fasciste. Ceux-ci ont été arrêtés, parmi eux se trouve le président du groupe des étudiants fascistes FGEG. Ils ont reconnu les faits et ont été écroués.

Train Corail

DES VOYAGEURS PROTESTENT CONTRE L'ENTASSEMENT EN SECONDE CLASSE

Le 31 mars, le train Corail, «Le Thermal» part de la gare de Lyon à Paris à 12 heures 46 destination Clermont-Ferrand. Comme tous les jours, une suave voix féminine, souhaite la bienvenue aux voyageurs au bord du train et un bon voyage. La SNCF fait bien les choses ! Apparemment du moins. Car ce

voyage sera pour des dizaines et des dizaines de voyageurs qui n'ont pas trouvé de place assise un vrai cauchemar. Indignés, un certain nombre d'entre eux ont signé une vigoureuse pétition de protestation dont nous reproduisons des extraits.

PÉTITION D'USAGERS DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Ce train était archi comble : voyageurs de tous âges et de toutes conditions partant soit à leur travail, soit dans leurs familles, ou accompagnant leurs enfants en vacances. Faute de place, plusieurs dizaines de voyageurs avaient dû trouver refuge en bout de wagon jusque dans les soufflets et les toilettes, s'entassant tant bien que mal au milieu des valises avec parfois des enfants en bas âge, ne pouvant stationner debout dans les couloirs centraux en raison des risques de chutes - faute d'appui - et de la gêne occasionnée aux voyageurs (encombrés de valises) en

quête de place. En effet, ce type de voiture Corail - contrairement aux wagons à compartiments et à couloir latéral - ne semble pas adapté aux grands départs, donc à un nombre importants de voyageurs debout.

Quel ne fut pas l'étonnement des nombreux usagers entassés de remarquer que les voitures de première classe (en nombre égal) étaient quasi-vides. De très nombreux voyageurs ne pouvant plus trouver de place dans les soufflets et les toilettes décidèrent de s'installer sur les sièges de première classe.

Plusieurs voyageurs ont décidé de ne pas acquitter immédiatement la taxe supplémentaire pour faire connaître à la direction de la

SNCF leur désapprobation devant ces conditions de transport jugées scandaleuses par l'ensemble des voyageurs, se réservant d'acquiescer cette taxe plus tard. Ils ont demandé au contrôleur d'établir un rapport circonstancié et objectif sur la raison de leur refus.

Une pétition spontanée a ensuite circulé parmi les voyageurs du wagon. Il est à signaler que parmi les signataires figurent des mères de famille et plusieurs invalides qui voyageaient debout.

Les sous-signés demandent à la direction des Chemins de fer les raisons pour lesquelles, à la veille de grands congés, des wagons de 2^e classe n'avaient pas été rajoutés. Qui plus est, aux dires de

certain habitués et d'employés de la SNCF, il semblerait même qu'au moins deux wagons de 2^e classe avaient été supprimés. Ils demandent s'il ne serait pas plus honnête de déclarer que ce type de train n'est réservé qu'aux voyageurs aisés de 1^{re} classe (hommes d'affaires, cadres supérieurs, etc...)

Les pétitionnaires demandent la raison pour laquelle ce train comportait autant de wagons de 3^e classe (en grande partie inoccupés) et si peu de seconde classe. Ils trouvent scandaleux d'être chassés ou sommés par les contrôleurs de payer un supplément quand ils sont contraints de stationner debout dans les couloirs des 1^{re} classes faute de place en seconde.

Scandale financier des Flanades

ON REPARLE DE LA GARANTIE FONCIERE

André Sauger, inculpé dans le scandale financier des Flanades, le centre commercial de Sarcelles a commencé à manger le morceau. Sauger, était employé à la SCIC (Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts et Consignations) qui utilise les fonds des Caisses d'Épargne, en principe pour favoriser le logement social et l'accès à la propriété des travailleurs. Selon Sauger : «La SCIC attribuait illégalement des prêts d'installation afin d'attirer des commerçants démunis de capitaux



qui pouvaient ainsi constituer une société commerciale. Il leur était seulement demandé de signer un chèque représentant 10% du loyer trimestriel. Condamné au dépôt de bilan par la mauvaise conception du centre, le commerçant pouvait ainsi obtenir un autre prêt pour un nouveau magasin et ainsi de suite...» La direction de la SCIC nie énergiquement de telles pratiques.

D'autre part, Sauger a déclaré avoir été employé par l'escroc sioniste Samuel Flatto-Sharon déjà impliqué dans de multiples scandales, dont la France demande l'extradition d'Israël où il s'affiche aux côtés des principaux politiciens, tous plus ou moins ses obligés. Sauger affirme également avoir travaillé pour la Garantie Foncière qui avait défrayé la chronique il y a cinq ans pour ses escroqueries dans lesquelles étaient impliqués des membres de l'UDR dont le député Rives Henrys : «Je vendais des maisons invendables, dit Sauger, pour le compte de la Garantie Foncière, et c'est pour cette raison que la SCIC m'a engagé en tant que vendeur de magasins. Ses dirigeants espéraient ainsi que j'attirais des commerçants aux Flanades, un centre commercial condamné à l'échec car très mal conçu».

PÂQUES ANTI-NUCLÉAIRES A CHERBOURG

A l'appel du Comité Régional d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire, des Amis de la Terre, de paysans du CDJA et de pêcheurs, 5 000 personnes ont participé samedi et dimanche aux deux journées contre les centrales nucléaires à Cherbourg (Manche). Des comités anti-nucléaires venus de toute la France étaient présents.

Un débat a eu lieu samedi, tandis que dimanche

une manifestation était organisée sur le site de la future centrale de Flamanville. Les gardes mobiles ont chargé la manifestation et des heurts s'en sont suivis. Les alentours du site sont soumis depuis plusieurs semaines à un véritable quadrillage policier qui n'épargne même pas les paysans voisins du site.

Le CRILAN et le CREPAN (comité régional d'étude pour la protection et l'amé-

nagement de la nature) ont annoncé qu'ils avaient introduit deux recours auprès du juge des référés pour entraver à la liberté du travail des agriculteurs et des pêcheurs et contre le schéma directeur d'aménagement du Nord Cotentin. Ces jugements seront rendus le 15 avril à Cherbourg.

Le prochain rassemblement anti-nucléaire aura lieu en mai en Loire-Atlantique.

Pont aérien Maroc-Zaïre

LES INTERVENTIONS IMPÉRIALISTES CONTRE L'AFRIQUE S'AGGRAVENT

«Le gouvernement du Zaïre, victime de l'étranger, a fait appel à la solidarité de tous les pays membres de l'Organisation de l'Unité Africaine. Le gouvernement marocain a fait savoir qu'il entendait répondre à cet appel par une aide effective en moyens militaires. Les deux gouvernements ne pouvant en assurer le transport rapide, les autorités françaises ont répondu positivement à leur demande». C'est en ces termes que, samedi, l'Elysée justifiait à la fois l'intervention marocaine et l'envoi de dix

avions cargos Transall et d'un DC 8 militaire qui assurent une navette aérienne entre le Maroc et le Zaïre pour acheminer des hommes et des armes. Giscard affirme qu'aucun militaire français ne participe à l'opération, mais, comme on est passé en une semaine de la fourniture d'armes à la fourniture de transports, qui dit que l'impérialisme français ne passera pas du soutien à la participation directe ?

Aujourd'hui les interventions impérialistes par mercenaires interposés font courir un grave danger à l'Afrique. Alors que l'impérialisme US couvert par l'impérialisme français veut reprendre l'initiative contre l'URSS, il se sert des peuples africains, il veut briser l'unité qui avait commencé à se constituer contre les super-puissances. Dans la logique de leur affrontement, les super-puissances ont le même but : faire de l'Afrique le champ clos de leurs rivalités, obliger chaque pays à être dans un camp ou dans un autre.

Le social-impérialisme tente de progresser en Afrique par l'aide et la «coopé-

ration» comme l'ont fait les impérialismes occidentaux. Il encadre les armées, fait des recherches minières, envoie des conseillers. Mais les rivalités sont telles qu'il ne peut se contenter d'une pénétration pacifique. C'est en s'infiltrant dans les mouvements de libération, en attisant des conflits locaux, et organisant des sécessions qu'il peut progresser rapidement car cela lui permet de s'imposer par des livraisons d'armes massives et par les prêts. C'est ainsi qu'à l'occasion de la guerre du Bengla Desh, l'URSS avait pu renforcer son contrôle sur l'Inde.

De son côté, l'impérialisme US ne peut plus se permettre d'envoyer directe-

ment des troupes contre les peuples comme il le faisait il y a dix ans. Il ne peut même plus intervenir sous couvert de l'ONU, car il n'en a plus le contrôle. Aujourd'hui il a appris de son rival : de même que l'URSS nie toute responsabilité, Carter fait savoir qu'il n'a été prévenu de l'intervention marocaine qu'après coup ! Comme si Hassan II, déjà soutenu et dépendant de l'impérialisme US et de l'impérialisme français dans sa guerre contre le peuple sahraoui, pouvait agir indépendamment ! Couverture supplémentaire des USA c'est l'impérialisme français qui se charge de ses sales besognes comme il avait déjà proposé de le faire au Liban. Et cela en vertu des «ac-

cords de coopération militaire» toujours valables et sous prétexte de rendre «l'Afrique aux Africains», comme le déclarait Giscard à la conférence franco-africaine l'année dernière.

Par delà leur volonté commune de contrôler les ressources du Zaïre en profitant des faiblesses du régime de Mobutu, les super-puissances veulent en faire un champ de manœuvres pour dresser les peuples africains les uns contre les autres et tenter de casser leur unité construite ces dernières années. Dans cette sale entreprise, Giscard s'engage à fond aux côtés de l'impérialisme US.

JP CHAMPAGNY

● RÉUNION :

Le volcan de la Fournaise a eu une nouvelle éruption dimanche. Neuf villages ont été entièrement détruits. Depuis plusieurs jours, la Fournaise est rentrée en activité. Une partie de la population a été évacuée.

● GRANDE-BRETAGNE :

1 250 licenciements à British Airways : les 4 000 grévistes de l'aéroport de Heathrow ont refusé l'accord signé par les représentants du syndicat et du patronat dans le conseil national conjoint du transport aérien ; le personnel d'entretien de l'aéroport continue d'exiger le droit de négocier séparément du reste du personnel et exige des hausses de salaires. Les directions avaient menacé de les licencier s'ils ne reprenaient pas le travail. Après la menace, les actes !

● JAPON :

3 millions de travailleurs japonais, du secteur public et privé, se sont mis en œuvre vendredi pour obtenir des hausses de salaires de 15%, tandis que les patrons voudraient les maintenir au dessous de 10%. Le mouvement a démarré chez les travailleurs ferroviaires, qui ont arrêté tous les rapides et la plupart des express dans tout le pays.

Owen en Afrique Australe

LES IMPÉRIALISMES OCCIDENTAUX TENTENT DE CONTRER PODGORNYY

Owen, nouveau ministre des Affaires Étrangères britannique fait cette semaine une tournée diplomatique en Afrique Australe pour tenter de relancer des négociations sur l'indépendance du Zimbabwe. Il doit visiter successivement la Tanzanie, le Mozambique, le Botswana et la Zambie et rencontrer les racistes Smith et Vorster. La «médiation» britannique a déjà échoué au début de cette année à la suite de l'obstination de Smith, décidé à ne pas lâcher le pouvoir. Cette fois, c'est le ministre des Affaires Étrangères britannique lui-même qui engage la responsabilité de son

pays, comme le demandent les mouvements de libération, alors qu'auparavant le président de la Conférence de Genève n'était que l'ambassadeur Ivor Richard. Cette soudaine volonté de reprendre les négociations, cette soudaine hâte à reprendre des contacts s'expliquent largement par les voyages de Podgornyy et de Castro en Afrique Australe. C'est très directement la perspective d'une intervention du social-impérialisme qui fait agir les impérialismes occidentaux dans le sens d'une solution négociée. Comme l'impérialisme US ne peut intervenir directement, il presse l'impé-

rialisme britannique de le seconder.

Owen pourrait proposer une conférence constitutionnelle sans préliminaires. Mais on ne voit pas comment elle pourrait commencer alors que Smith refuse de discuter avec les représentants du Front Patriotique et s'engage à fond dans la guerre. Quant au projet de référendum organisé sous la domination raciste, l'évêque Muzorewa qui en est le promoteur en est le seul partisan.

● R.F.A. :

La chasse à l'homme a été déclenchée après l'attentat contre Bueck, l'ancien procureur au parquet fédéral de Karlsruhe, se poursuit. L'appel à la délation, devenu pratique courante, a permis la réalisation d'un portrait robot diffusé à la télévision ouest-allemande avec promesse d'une grosse prime à qui orientera les recherches de la police. Trois suspects sont particulièrement recherchés.

Salt : reçu US

«Si l'Union Soviétique nous prouve que nos propositions ne sont pas équitables, nous pourrions les modifier», a déclaré Carter qui a révélé avoir des entretiens privés avec Brejnev sur la question du désarmement.

Après l'échec cuisant de Vance à Moscou, des rencontres ont eu lieu entre le Secrétaire d'État US et l'ambassadeur soviétique à Washington, rentré mardi de Moscou. Les déclarations de Carter, qui enregistrent un nouveau recul US, ne vont pas manquer de soulever un nouveau tollé aux USA, où les partisans de la «fermeté» ont déjà, à plusieurs reprises, exprimé leur mécontentement.

Israël : Pérès élu à la tête du Parti Travailleuse

Dimanche, le parti travailliste s'est prononcé sur le successeur de Rabin à la tête du parti et éventuellement sur le prochain premier ministre : il s'agit de Pérès, actuellement ministre de la «défense» et administrateur des territoires occupés en 67 (Cisjordanie, Gaza). Pour rallier l'ensemble des travaillistes à sa candidature, il a choisi Allon et Eban à ses côtés. Ces deux derniers sont tenants de la ligne de Rabin, la politique des petits pas de Kissinger pour signer des accords partiels avec les pays arabes, alors que Pérès, lui, est candidat à un renforcement des positions israéliennes et à une signature d'un accord global avec les pays arabes, qui seraient affaiblis, donc pas exigeants.

Manœuvres communes Norvège-Allemagne de l'Ouest, protestations hypocrites de l'URSS

À l'annonce de la participation d'unités ouest-allemandes à des manœuvres de l'OTAN en Norvège, la Pravda a dénoncé ces «aspirations de la Bundeswehr en dehors des frontières ouest-allemandes». C'est le voleur qui crie au voleur. En faisant des tirs de missiles dans la mer de Barents, en envoyant des bâtiments et des sous-marins espionner dans les eaux territoriales norvégiennes, en exerçant des pressions constantes à sa frontière avec la Norvège, l'URSS entretient la tension et la course aux armements, et contraint les pays scandinaves à s'intégrer davantage au dispositif militaire de l'OTAN.

Océan Indien : l'impérialisme US à Diego Garcia

Dans les «groupes de travail» de Vance et de Brejnev, à Moscou, il fut question, entre autres choses, de l'Océan Indien. Cette région du monde est l'objet d'une intense rivalité. L'URSS y entretient une flotte importante et dispose de facilités portuaires dans plusieurs pays, cherchant à en obtenir d'autres. C'est pourquoi Podgornyy réclamait la suppression des bases navales dans l'Océan Indien. De son côté, Carter réclame également la «démilitarisation totale». En attendant, il ne chôme pas. Pour mettre les enchères au plus haut en vue d'éventuelles négociations, les travaux d'aménagement de la base de Diego Garcia s'accroissent : 20 H par jour, les impérialistes américains travaillent à installer une base aérienne, un port pour les porte-avions et des stations d'écoute. Selon les États Unis, la construction de la base de Diego Garcia, commencée il y a six ans, après la déportation des habitants, et bientôt achevée, est «une pièce maîtresse dans la diplomatie du désarmement» !

Tchécoslovaquie : les journalistes n'ont plus le droit de rencontrer les opposants

Le gouvernement tchécoslovaque vient d'apporter de très sévères restrictions à l'activité des journalistes occidentaux à Prague. On sait que déjà des journalistes venus rencontrer des opposants au régime avaient été interpellés, détenus et expulsés. Désormais tous les journalistes devront s'engager à ne pas rencontrer le porte-parole du groupe de la Charte 77. S'ils le font, ils seront expulsés. De plus les autorités ont établi une liste noire de journalistes qui n'auront plus de visa. Voilà qui prouve encore davantage que les accords d'Helsinki où il était question de «favoriser la liberté de l'information» ne sont qu'un torchon de papier pour les serviteurs du social-impérialisme.

D'autre part, le général en retraite Sacher signataire de la Charte 77 vient de se voir retirer sa pension et le droit de porter ses décorations reçues à la suite de son rôle dans la guerre anti-fasciste.

INTERNATIONAL

Espagne

UNE LEGALISATION QUI VIENT A POINT

La légalisation du PC après plus de 40 ans d'interdictions est incontestablement un fait historique ; intervenant trois mois avant les premières élections au suffrage universel depuis 1936, elle permettra au PC de faire campagne publiquement. Déjà listes et candidats étaient prêts, certains quartiers de Madrid possèdent leur siège local. C'est bien la tolérance qui s'est instaurée depuis plusieurs mois. Tout autre est le comportement du gouvernement Suarez à l'égard du mouvement populaire, des manifestations et des grèves, brutalement réprimées quand elles ne sont pas interdites. L'interdiction de la fête nationale basque de dimanche, l'Abberri Eguna, le jour même où l'annonce de la légalisation du PC était faite, est là pour rappeler que la politique de Juan Carlos est bien faite de deux poids et deux mesures. Bien que des rumeurs circulent sur la légalisation de tous les autres partis, en ce début de semaine, il est plus que probable que l'attente se prolongera encore assez longtemps pour les partis révolutionnaires et les partis de nationalités. Hier, la mobilisation a commencé à la porte des cinémas, à la sortie des matchs de football et dans la rue, et un rassemblement était prévu pour ce lundi, à la Puerta del Sol, pour exiger la légalisation de tous les partis.

LA LEGALISATION
DU PC N'EST PAS
LA VICTOIRE DU PC

Elle est le fruit des luttes de l'ensemble des peuples de l'Etat espagnol, pour

conquérir les libertés démocratiques. Elle en est un aspect spectaculaire certes, mais qui n'a de signification que dans la mesure où les libertés de réunion, de manifestation et d'association

sont effectives, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui pour tout le monde. Le «mouvement», le parti fasciste espagnol a été supprimé, mais son appareil n'est pas démantelé ; il en est de même pour la réforme syndicale. En somme, la légalisation officielle du PC ne suffit pas à garantir le caractère démocratique des élections, qui doivent se dérouler au mois de juin. Elle en était certes une condition indispensable, mais pas suffisante ; plus que jamais, les révolutionnaires et les partis de nationalités réaffirment la nécessité de légalisation pour tous les partis, l'amnistie pour tous, les prisonniers politiques.

Les commentaires de la radio et de la télévision espagnole éclairent assez la portée de la mesure. Ils rappellent tous que la légalisation se fait avec «l'accord» des Etats-Unis, ils citent la dernière déclaration de Carter, admettant la participation des PC occidentaux au pouvoir. Il n'en reste pas moins que dimanche après-midi à Madrid, une certaine émotion, une certaine joie, étaient perceptibles.

Dans la calle Alcatan, une des principales de Madrid, un cortège de jeunes surtout, s'est formé avec des drapeaux rouges ; des voitures, dans la capitale, arboraient des œillets rouges. Dans certains quartiers populaires, les gens s'embrassaient, à proximité des sièges locaux du PC, on se serrait la main dans la rue sans se connaître. Il y avait des allures de fête dans les rues. Ces manifestations de joie semblaient être bien sûr le fait essentiellement de militants ou de sympathisants proches du PC, mais aussi le fait de tous ceux qui voient dans cette légalisation l'aube d'un temps nouveau après 40 ans de fascisme. Il faut néanmoins replacer cette mesure dans le contexte politique pré-électoral et dans le processus de démocratisation qui est en cours.

UNE MANOEUVRE
PRÉ-ÉLECTORALE

En retardant le plus possible la légalisation de tous les partis, le gouvernement Suarez cherche à consolider son pouvoir au maximum avant les élections et à opérer certains reclassements de la droite franquiste à la droite «libérale» ; à l'heure actuelle, dans les blocs des héritiers du franquisme, deux regroupements se sont effectués ; les fascistes partisans du maintien des institutions franquistes, moyennant quelques rénovations, se retrouvent derrière «l'Alliance Populaire» de Fraga Iribarne ; ils viennent de subir une défaite avec la légalisation du PC.

Ceux qui sont au contraire, partisans d'une réforme plus ample, voire d'un certain jeu démocratique, tout en maintenant leur pouvoir de classe, ont pour chef de file Suarez. Ces dernières semaines, Suarez a façonné un «Centre démocratique» regroupant les multiples formations libérales démocrates chrétiennes issues du franquisme, à des phases diverses. L'actuel ministre de l'Intérieur, Martín Villa, a joué un rôle actif dans la constitution de ce

centre ; mais la crédibilité d'une telle formation passe, aux yeux de Suarez, par la disparition du courant «réformateur libéral», prêt à former un courant de centre gauche, pouvant inclure le PSOE de Felipe Gonzalez.

C'est essentiellement Orja, ancien ministre des Affaires Etrangères de Franco, qui incarnait cette tendance. Or, il a accepté de quitter son parti, le parti populaire de Pio Cabanilles, et de disparaître de la scène poli-

tique. Désormais, dans le corps de la droite issue du franquisme, la place est nette pour la formule préconisée par Suarez, la conquête d'une majorité centriste aux cortes, assurant la stabilité du pouvoir de la bourgeoisie espagnole et définissant les limites d'un jeu démocratique acceptable.

Au fond, la bourgeoisie espagnole cherche à faire l'économie de la transition PS qui se déroule au Portugal sous l'égide de Mario Saorès. Voilà qui explique la lère du PSOE de Felipe Gonzalez, qui se voyait déjà participer au pouvoir. Voilà pourquoi il critique si violemment l'entrée sur la scène électorale de Suarez, à qui il reproche son manque de «neutralité».

Voilà aussi pourquoi le PC, seul de toutes les positions de gauche, s'est réjoui des initiatives de Suarez. Le maintien du PSOE dans l'opposition est bien plus propice à la conclusion du Pacte Historique révisionniste que sa participation au pouvoir.

H. VARJAC



L'année dernière après l'emprisonnement de Carrillo, 2 dirigeants du PCE présentent leurs papiers à la Présidence du gouvernement.

Sud-Liban :
Les combats
se poursuivent
autour de Marjeyoun

Les combats se poursuivent toujours autour de la ville de Marjeyoun, tenue par les forces fascistes libanaises. Les sionistes bombardent les positions des forces palestiniennes, à Taybé et sur la route allant vers Marjeyoun.

Avant son voyage en URSS, le président syrien cherche à donner de bonnes garanties sur la conférence de Genève aux dirigeants soviétiques ; pour cela, il faut geler actuellement les opérations du sud. Les pressions s'accroissent sur le régime syrien et sur les régimes arabes pour les empêcher de continuer leur lutte de libération nationale. L'URSS et les Etats Unis veulent la conférence de Genève pour faire reconnaître Israël par les pays arabes. Le gel de la situation au sud, seul front encore ouvert, permettra d'aller plus vite à cette conférence.

Palestine occupée :
lutte contre
la colonisation

Au début du mois d'avril, des manifestations se sont déroulées au nord de Tulkarm pour dénoncer la colonisation : les 3 000 Palestiniens ont posé des barricades, ont mis le feu à des pneus de voiture et ont combattu avec des pierres les policiers sionistes en face d'eux.

A Naplouse, les habitants palestiniens ont fermé le marché de la ville, ont attaqué avec des pierres et des bouteilles les colons venus s'installer, sous la protection des policiers sionistes. Ceux-ci ont attaqué les manifestants palestiniens en les frappant avec des bâtons et en lançant des bombes lacrymogènes.

Des étudiantes de Ramallah ont manifesté en soutien aux prisonniers qui font la grève de la faim, en exigeant que le statut de prisonnier de guerre leur soit donné. La police israélienne s'est acharnée à disperser la manifestation en blessant 90 personnes.

GRANDE-
BRETAGNE

Un ministre du Nord-Yémen a été tué dimanche à Londres, alors qu'il se promenait avec sa famille du côté de Hyde Park, par une bombe qui a fait exploser son véhicule.

NEW YORK

Des attentats non revendiqués ont eu lieu dimanche dans trois grands magasins de la ville de New York, faisant d'importants dégâts.

AFRIQUE
DU SUD :
CONTRE
L'APARTHEID...
DANS
LES
ASCENSEURS

«Je ne suis pas décidé à mourir pour une inscription dans un ascenseur» a déclaré Botha, ministre du gouvernement raciste de Prétoria. Il voulait dire par là qu'il était favorable à la suppression des aspects les plus criants de l'apartheid (apartheid «mesquin»). Mais il veut le maintien du système d'exploitation et d'oppression du peuple d'Afrique du Sud et pour cela il prépare un budget de guerre.

JAPON/URSS

Les négociations pour la réglementation du droit de pêche entre les deux pays ont été interrompues. L'Union Soviétique continue de s'approprier les Kurile Island comme si elles faisaient partie des 200 milles marins et persiste à aller pêcher au ras des côtes japonaises.

TURQUIE-
LOCKEED :
UN POT DE VIN
PEUT
EN CACHER
UN AUTRE

Une enquête parlementaire va être lancée contre le premier ministre turc, Suleyman Demirel et son ministre de la défense, tous deux accusés d'avoir reçu des pots de vin et d'avoir fait des transactions illégales sur une large échelle avec Lockheed. Le Sénat américain avait révélé que cette entreprise payait 876 000 dollars de «cadeaux» à des tierces personnes pour promouvoir ses ventes en Turquie. Dans le même temps, un comité parlementaire accuse Demirel d'irrégularités dans une affaire d'exportations, c'est avec son

ministre du commerce et son ministre des finances qu'il devra comparaître sur ce deuxième point.

U.S.A. :
AUGMENTATION
DES PRIX
DE GROS

Les prix de gros ont augmenté de 1,1% aux Etats Unis en mars. C'est la plus forte augmentation mensuelle depuis octobre 1975. En effet, la hausse des prix s'était un peu ralentie en 1976. On sait que Carter se donne pour but d'arriver à 4% d'inflation en trois ans.

PAKISTAN :
LES FEMMES
LIBERENT
28 PRISONNIERS
POLITIQUES

Des milliers de femmes pakistanaises ont occupé le commissariat central d'Hyderabad, malgré l'interdiction gouvernementale de tenir des rassemblements. Elles ont libéré 28 prisonniers politiques du commissariat, où elles sont restées deux jours. Les organisations de l'opposition ont organisé une marche dans la province du Beloutchistan pour demander de nouvelles élections et la démission du premier ministre.

Dimanche au Pays Basque

une image de la "démocratisation" de suarez

Le Pays Basque de dimanche donnait une image concrète de la «démocratisation» que Suarez conduit à pas comptés en Espagne.

L'Aberri Eguna de cette année avait donné lieu à toute une série de divisions internes à l'opposition basque. D'un côté, les révolutionnaires et les nationalistes regroupés dans «l'organisme populaire basque» (Euskal Erakunde Herritarra) qui voulaient que la fête nationale se fasse l'écho de toutes les aspirations et des luttes du peuple basque: Amnistie, liberté, autonomie, dissolution des corps répressifs, université et écoles basques... De l'autre, les partis légalisés, le PCE, le PSOE, et surtout le PNV (Parti Nationaliste Basque) parti démocrate chrétien qui a historiquement dirigé la lutte du peuple basque pendant la guerre civile et

qui jouit encore d'une grande audience en Euskadi. Ces partis bourgeois, tout au long des négociations s'étaient refusés à s'engager aux côtés des autres forces politiques et avaient multiplié les garanties auprès du gouvernement pour maintenir l'expression populaire dans le cadre étroit d'une fête traditionnelle sans contenu revendicatif précis, ce qu'ils appelaient une «journée d'exaltation nationale». En interdisant le rassemblement prévu à Vitoria, le gouvernement avait tenu à souligner «l'évidente bonne volonté» des partis bourgeois, mais il ne leur a pas fait confiance pour empêcher à eux seuls que la manifestation ne mette en cause l'ensemble de sa politique de réforme.

Pour cela, il lui aura fallu une mobilisation policière de grande envergure.

L'ABERRI EGUNA DEPUIS 1932

L'Aberri Eguna (jour de la patrie) est une fête créée par le Parti Nationaliste Basque pour l'exaltation des sentiments et des traditions nationalistes du peuple basque.

La première célébration de cette fête, qui a eu lieu le 27 mars 1932, à Bilbao rassembla 65 000 personnes autour d'un programme de festivités folkloriques, dont la classe ouvrière, majoritairement d'origine non basque restait de fait exclue. C'est avec la guerre civile qu'elle prit une véritable signification de lutte pour la liberté.

La défaite interrompit la célébration jusqu'en 1964 où 40 000 personnes réussissaient à se concentrer dans la ville de Guernica, malgré les cordons de police, en se faufilant à travers les chemins de montagne. Depuis cette date, l'Aberri Eguna a toujours été interdit et s'est transformé en journée de lutte du peuple basque.

En prétextant faire du rassemblement de Vitoria une simple «journée d'exaltation nationale», les partis légalisés voulaient renouer avec la tradition initiale du PNV et accréditer ainsi le processus de réforme du régime. C'était sans compter avec le fait que depuis 20 ans, le mouvement national basque a approfondi ses liens avec la classe ouvrière qui s'est approprié progressivement, malgré ses origines majoritairement non basques, ses symboles et ses revendications. Rendre évident que seule la classe ouvrière peut porter à son terme la libération nationale du peuple basque, c'est ce que Suarez a voulu empêcher en interdisant l'Aberri Eguna 1977.

PAR TÉLÉPHONE DE
PAMPELUNE

C'est un immense réseau policier qui était tendu sur le Pays Basque dimanche dernier. 8 000 gardes civils et policiers armés étaient arrivés pour renforcer les effectifs très importants qui y

male. C'est ainsi qu'un grand nombre d'autocars sont restés bloqués dans Pampelune sans pouvoir rejoindre une autre agglomération.

Un seul point du Pays Basque semblait libre de toute présence policière :

Heritarra et la gauche basque avaient appelé à un certain nombre de rassemblements qui se sont tous heurtés également à une dispersion brutale. A Vergara une manifestation de plus de 2 000 personnes a pu avoir lieu, rapidement dispersée par balles de caout-

chouc. D'autres manifestations ont eu lieu à Villafranca et Tolosa. La ville de San Sébastian étant totalement investie par la police les meetings de rue prévus n'ont pu avoir lieu. Dans la province de Biscaye, le rendez-vous était fixé à Durango. Malgré le retrait in extremis du PCE une manifestation de 2 000 personnes a pu se tenir aux cris de «Amnistie, liberté, statut d'autonomie, dissolution des corps répressifs ! Les prisonniers dans la rue !» Là aussi la police a dispersé violemment avec des grenades fumigènes. Vers 14 h, alors que tout le monde était dans les cafés, elle a pénétré à l'intérieur pour y déloger les consommateurs indistinctement.

spéciales de policiers armés, là encore, ils se sont attaqués aux personnes qui consommaient dans les bars du vieux quartier délogeant systématiquement à coups de matraques.

La ferveur nationale du pays basque qui, dans de nombreuses localités avait pavisé dimanche aux couleurs rouge, blanc, vert de «l'ikurrina» n'a pas été prise en défaut.

Mais en jetant dans la bataille peut être l'essentiel de ses forces répressives, le gouvernement a pu, avec le soutien à peine voilé des partis bourgeois comme le PNV et le PCE, l'empêcher de célébrer l'Aberri Eguna 77 comme il l'avait voulu.



sont disposés en permanence. La circulation était coupée depuis samedi. Dans un rayon de 100 km autour de Vitoria tous les croisements étaient occupés par un poste de contrôle, les automobilistes qui ne justifiaient pas d'un domicile dans le périmètre interdit étaient retournés. A Bilbao et San Sébastian, le service des autobus réguliers avait été interrompu, toutes les grandes villes étaient elles-mêmes quadrillées par la police, le vieux quartier de San Sébastian qui est souvent le théâtre de manifestations violentes était lui-même littéralement investi.

D'autre part, le temps s'était ligué contre les manifestants puisqu'il pleuvait sur une bonne partie du Pays et que toute la Navarre était enfouie sous la neige, empêchant la circulation nor-

malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Le peuple basque refuse l'amnistie au compte-gouttes

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales.

Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Malgré le décret d'élargissement de l'amnistie, seuls une soixantaine d'antifascistes sont sortis à ce jour des geôles royales. Certes, dès lundi, les prisons espagnoles devraient continuer à s'ouvrir comme elles l'ont été ces deux dernières semaines au rythme continu de quatre libérations par jour.

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST
71^e épisode

Ce qu'ils chantaient, aujourd'hui, semblait beau. Etienne se leva et remonta à la ferme aussitôt que les Allemands eurent disparu.

Hélène et Emeline avaient regardé, elles aussi, de la fenêtre. Etienne entra et s'assit. Personne ne dit rien. Ils parlaient de moins en moins à la maison, chacun vaquant à ses affaires et semblant sortir d'un rêve lorsqu'on l'interpellait.

Emeline essayait la table et regrettait d'avoir déjà fait les lits. Elle ne pouvait pas tenir en place. Elle pensait à Terro. Elle voulait aller le chercher. Où ? N'importe où. Elle aurait marché toute la journée à sa recherche, sans savoir pourquoi ni comment, simplement pour avoir le sentiment de l'aider, de faire quelque chose pour lui.

C'est pour cela qu'elle évitait de parler. Tout ce qu'elle aurait pu dire à sa mère et à Etienne, c'est que sans eux, elle serait partie depuis longtemps.

C'était insensé, et elle ne pensait qu'à cela. A la tombée de la nuit, Etienne remarqua que La Chapelle brûlait. Il n'y avait pourtant plus d'avions.

Et soudain, Fernand Jouclar, le grand Fernand, arriva essoufflé, portant un paquet sous le bras :

— Sauvez-vous ! Sauvez-vous !

Emeline tourna la tête. Hélène Vieljeu se leva, les sourcils froncés. Etienne trouvait cela plutôt drôle.

— T'affole pas, Fernand !

— Sauvez-vous, je vous dis. Les Allemands tuent tous les hommes à La Chapelle, et ils y mettent le feu. Tenez ! Voyez !

Le halo rouge grandissait sur le village. Hélène Vieljeu jeta un coup d'œil. Ses dents claquaient. Elle força un sourire :

— Voyons, Fernand, nous sommes deux femmes et un enfant.

— Tout le monde sait bien que vous êtes de la Résistance. Ils vous brûleront vifs dans la maison. C'est ce qu'ils font. Comme ils tuent les hommes, moi je me sauve. Il disparaît en courant, son paquet sous le bras.

Etienne et Emeline regardaient leur mère. Hélène regardait la pièce. Au mur était accrochée une photo de Michel. Hélène fut prise de peur.

— La photo ! Qu'est-ce que nous dirons, s'ils nous demandent qui c'est ?

Le jeu des questions dont on connaît les réponses commença.

— Et les souliers de Terro ? Et le manteau de ton père ? Qu'est-ce que nous pourrions dire ?

Hélène se précipita sur la photo, qu'elle jeta dans les mains d'Emeline.

— Brûle-la, Etienne, va chercher la valise. Nous partons.

Ce fut la panique. Tous trois se précipitaient dans la maison, cherchant les objets à brûler, à emballer, à enterrer, à cacher, à déchirer. Enfin, une action possible ! Enfin, une émotion ! De penser à soi, ils pensaient moins aux autres. Ils se heurtaient dans l'escalier, couraient dans la pièce, se précipitaient à la porte pour voir si les Allemands ne venaient pas. Il leur semblait que les flammes de La Chapelle gagnaient les collines, la vallée, la maison. Ils coururent vers les bois, traînant leurs sacs, avec le halètement des Allemands sur leurs talons.

Et, brusquement, la fraîcheur de la nuit les réveilla. A l'ombre des arbres et des buissons, ils se sentirent à l'abri. La maison ne brûlait pas. Personne ne les suivait. Le souffle leur revenait. Leur cœur battait moins vite.

— Allons chez la Mémé, dit Emeline. Les Allemands croiront que nous sommes des paysans.

Ils n'osèrent pas regagner le chemin et arrivèrent par les bois chez la Mémé. Elle les attendait, devant le feu, avec un paysan.

— Vous avez bien fait de venir ! J'allais envoyer Laure vous prévenir. Il faut cacher les filles ! Dis-leur, Fabien, ce qui vient de se passer.

Fabien tenait un verre à la main. Etienne reconnut l'ami de Catillon, rencontré dans la montagne, le treize juillet.

— Dis-leur donc.

— Les Allemands ont fusillé seize otages à La Chapelle.

— Mais pourquoi ?

— Le curé Pétavy a fait ce qu'il a pu. Les Allemands avaient dit que c'étaient des otages. Et puis, ils étaient saouls et, à dix heures, le curé a entendu une fusillade. Il y est allé. C'était fini.

La Mémé secouait la tête.

— Des beaux jeunes hommes, tous. La jeunesse du pays. Et les autres qui se font tuer au maquis... Allez donc, Léon a de la chance de ne pas avoir de garçon.

Fabien Rey interrompit la Mémé.

— C'est des filles qu'il s'agit. Où est-ce qu'on les met : à la Grotte des Fées ?

— Oui. Tu monteras avec Etienne. Il pourra leur porter la nourriture.

(à suivre)

DANS NOTRE COURRIER

«MENSONGES ET DÉGUISEMENTS DE LA VÉRITÉ»

Une déclaration de circonstance en cinq points du Préfet de Police de Marseille lue à l'article du Journal «Le Soir» du 23.3.77.

Le Collectif d'information contre la prison d'Arenc y répond point par point :

1) Le Préfet de Police déclare que «le total des personnes en transit dans le Centre d'Arenc se situe quotidiennement à une moyenne de cinq personnes». D'une part cela n'est qu'une moyenne. D'autre part, nous avons constaté par témoignages d'internés, ou tout simplement en voyant les sorties (nous possédons des photos) que ces chiffres sont très largement dépassés.

2) «Leur séjour... n'excède pas en moyenne 48 heures», écrit le Préfet. Or, les témoignages que nous avons recueillis font état de deux, trois, ... quinze jours de détention.

3) La plus belle, si l'on peut dire, c'est lorsque le Préfet déclare sans rire que «Le Centre d'Arenc n'est ni clandestin, ni illégal» puisque... «Les Ministres de la Justice et de l'Intérieur en ont reconnu l'existence»... et cela «devant l'Assemblée Nationale» ! Il conclut allègrement que, puisque «l'autorité administrative a le droit de détenir un étranger



pendant le temps indispensable à l'exécution de l'arrêt d'expulsion», le Centre d'Arenc est légal. Serait-ce la seule illégalité en cause à Arenc ?

De plus, les arrêtés d'expulsion pouvant être du seul ressort de la Police, celle-ci a beau jeu d'en signer un, à l'entrée de quiconque à Arenc. La Police, d'ailleurs, ne faisait même plus attention à ces formalités, puisque le Commissaire Maurel, en 1975, avait signé un arrêté d'expulsion le 5 avril pour une arrestation (Salah Berrebouh) le 4 avril !!

4) Le mensonge le plus éhonté est aussi employé lorsque le Préfet déclare qu'il n'existe aucune circulaire du Ministère de l'Intérieur qui prévoit que tous les étrangers sortant de prison doivent être systématique-

ment conduits au Centre d'Arenc». Le Journal «la Marseillaise», le lendemain de cette déclaration, publie une lettre circulaire du Préfet lui-même, en date du 25 mars 1975, annonçant qu'il allait, au contraire, se préparer à expulser tous les immigrés sortant de prison.

5) Pour terminer, une bien bonne : «Aucun juge d'instruction n'a jamais condamné le Centre d'Arenc, puisqu'il n'est pas dans la compétence d'un juge d'instruction de condamner». Fait très réel. Mais lorsqu'un juge d'instruction dépose un dossier pour que celui-ci aboutisse à une inculpation, n'est-ce pas là une condamnation implicite ?...

Collectif d'information contre la prison d'Arenc 30.3.77

Un acte de racisme dans un café lillois

Un soir vers 18 h, deux Africains entrent dans le «Béthune» rue de Béthune à Lille pour discuter autour d'un pot. Le patron vient à leur table et leur explique qu'il ne veut pas les servir, car la veille il a eu des problèmes avec un autre Africain ! Ils continuent leur discussion ; quelques minutes après, un individu entre dans le café, discute un moment avec le patron et vient à leur table, suivi du patron pour leur demander leurs pièces d'identité. Comme l'individu ne s'est pas présenté, les deux clients protestent, c'est alors qu'il leur montre sa carte d'inspecteur et leur ordonne de sortir, une discussion s'engage car ils exigent des explications de l'inspecteur.

Le patron envoie un coup à l'un d'entre eux pendant que l'autre est maintenu par le policier et les deux garçons. Le premier continu à être frappé avec un objet par le patron. Ils sont violemment expulsés du café et décident d'aller porter plainte suivis de quelques témoins; le blessé, saignant abondamment, doit être hospitalisé quelques heures.

Quant au représentant de «l'ordre» il n'est non seulement pas intervenu contre l'agresseur, mais il a participé à l'agression en ceinturant la deuxième victime.

Un lecteur de Lille

«Bravo pour le QdP...»

Bravo pour le QdP qui rend compte de plus en plus complètement de l'actualité en en donnant une analyse communiste et aussi pour des dossiers tels «l'énergie». Je pense qu'il faudrait donner plus la parole aux ouvriers surtout ceux des usines en lutte.

Salutations révolutionnaires T.G. St Brieuc

Un nouveau film a été réalisé sur l'immigration

«El Hadiya» (LE CADEAU)

Tourné dans les plus importantes villes de France à forte concentration immigrée, ce film retrace l'histoire de l'immigration, et la vie quotidienne des travailleurs immigrés. Puis, à partir des grèves du Joint Français à Bezons et de Chausson, il présente leur participation aux luttes de la classe ouvrière.

S'adresser à Hanana Hâbib 112 av. Parmentier 75011 PARIS

LE NUMÉRO 14 EST PARU - 6 F

SOMMAIRE

- Éditorial :**
Après le cirque municipal, place aux luttes
Après les accords de Salt 1 :
Deux fois plus d'ogives nucléaires en 5 ans
- Dossier :**
L'euro-révisionnisme à l'heure d'Helsinki
- Régions :**
L'aménagement du territoire et la crise (2)
- Histoire du mouvement ouvrier :**
Réformes de structures et courant planiste dans l'histoire de la CGT
- Notes de lecture :**
«Deuxième retour de Chine», pamphlet anti-communiste
- Écologie :**
Des problèmes à débattre
- Économie :**
Relations économiques internationales : La dépendance française

Passez vos commandes à Front Rouge
CP 68 75 019

front rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste léniniste



L'EURO-REVISIONNISME A L'HEURE D'HELSINKI

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Mardi 11 avril 1871



Le Journal Officiel publie un «Appel aux citoyennes de Paris», signé d'un groupe de femmes. Cet Appel, après avoir défini ce qu'était la Commune (*«le travail et le bien-être pour tous. Le gouvernement du peuple par lui-même»*), pose le rôle des femmes en des termes nouveaux. En termes de lutte armée. *«Citoyennes, le gant est jeté ; il faut vaincre ou mourir.* Cet appel est suivi d'un Avis annonçant une réunion pour le soir même, au 79 rue du Temple.



Nathalie Lemel

Elisabeth Dmitrieff

Et c'est ce même soir que fut créée «L'Union des Femmes». Outre la volonté collective des travailleuses de Paris de participer activement à la lutte, comme les manifestations au début d'avril le prouvent, cette Union des Femmes était impulsée énergiquement par deux Communardes d'une qualité révolutionnaire remarquable.

Il s'agit de Nathalie Lemel et Elisabeth Dmitrieff.

Deux femmes vraiment différentes.

Nathalie n'est plus toute jeune (elle est née en 1827) ; elle a derrière elle toute une pratique de travail (elle est relieuse), de luttes aussi, puisqu'elle fait partie de l'Internationale et est sans doute la première femme à être déléguée syndicale, dans la «société ouvrière des relieurs». Aux côtés de Varlin, elle a organisé des coopératives, puis plusieurs restaurants ouvriers («La Marmite»). Elle met donc toute sa pratique, toute son énergie au service de la Commune.

Elisabeth Dmitrieff est une toute jeune femme (elle a vingt ans), née d'une riche famille tsariste, mais ayant milité dans les cercles socialistes de Saint Pétersbourg. Elle a séjourné à Londres, connaît bien Marx, a discuté longuement avec lui. Et c'est même sur son conseil qu'elle est venue à Paris, en «mission d'information».



Dès la première réunion de l'Union des Femmes, fut nommé un Conseil provisoire composé uniquement d'ouvrières, à l'exception d'Elisabeth Dmitrieff.

Peu à peu l'Union regroupa les Comités de femmes éparpillés dans les quartiers et de créer de nouveaux comités dans presque tous les arrondissements de Paris. Ses initiatives et ses actions seront nombreuses comme nous le verrons, et cela dans tous les domaines.

Livre conseillé : Edith Thomas : «Les Pétroleuses» Gallimard

Mercredi 12 avril 1871



A propos de la création de l'Union des Femmes, nous n'avons point parlé d'une des Communardes, pourtant des plus célèbres, Louise Michel. C'est qu'à partir de l'attaque des Versaillais, début avril, elle avait délaissé les débats sur l'école, les activités socio-politiques pour se consacrer essentiellement à la lutte armée (n'était-ce pas elle déjà qui le 18 mars, fusil à l'épaule, avait alerté Montmartre du vol des canons par l'armée de Thiers ?)

Elle fait le coup de feu un peu partout, à Neuilly, à Clamart, à Issy, ambulancière et soldat tout à la fois. Un Fédéré qui, une nuit, veillait dans les tranchées avec elle, lui demande : *«Quel effet vous fait la vie que nous menons ?»* Et elle réplique tout simplement, en vrai défenseur de la révolution : *«Mais l'effet de voir devant nous une rive à laquelle il faut atteindre».*



C'est qu'après une semaine de trêve, d'ailleurs toute relative, les combats ont repris. Du côté versaillais, c'est la tactique sourde de l'isolement de Paris : la voie ferrée, le télégraphe coupés ; c'est aussi le pilonnage systématique des défenses extérieures de Paris, comme les forts de Vanves, d'Issy. Pour cela Thiers fait installer une monstrueuse batterie de 70 pièces de gros calibres à Montretout.



L'internationalisme des Communards : c'est un Polonais qui organise la résistance de tout un secteur.

Dombrowski, à qui l'on a confié la défense de la rive droite de la Seine essaie d'appliquer la tactique de harcèlement qui lui semble plus efficace que les grandes sorties en rase campagne comme celles du début d'avril. Accroché avec ses troupes à Neuilly, malgré le bombardement versaillais, il mène une série de petites contre-attaques qui lui permettent de garder le terrain.

Programme télé

MARDI 12 AVRIL

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Les patapluches
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Les lettres volées
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Journal de voyage avec André Malraux
21 h 25 - Titre courant
21 h 40 - Bruits en fête et sons de plaisir
22 h 15 - Une certaine vision de la France
23 h 15 - TF 1 actualités

A 2

18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Et pourtant ils sont Français ! Les Harkis
23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Le club d'Ulysse
19 h 05 - Caractères
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - La fureur des apaches. Western américain
22 h 00 - FR 3 actualités

ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
1 AN 300 F

Nom
Prénom
Adresse
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

NOTRE NOUVEAU
NUMÉRO :

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Nous nous excusons auprès des lecteurs ; la compréhension de «La Commune au jour le jour» étant rendue difficile par une inversion de textes et photos, dans le numéro d'hier

AVEC LES DANSEURS DU BALLET DE CHANGAÏ

représenter les souffrances et la révolte des paysans

Chou Hui Fen, l'une des interprètes de «la fille aux cheveux blancs» se lève, exécute un geste classique du ballet, sur la pointe d'un pied pendant que les bras sont tendus en avant.

«Dans le ballet classique ce mouvement représentait la grâce des dames de la Cour. Pour exprimer la lutte, nous avons dû le transformer. Pour l'essentiel le mouvement reste le même, mais comme nous le faisons dans l'avant dernier acte lorsque nous dénonçons le propriétaire foncier, nous changeons la position des mains, au lieu de laisser aller les mains, le doigt est pointé, il accuse, le sens même de la figure est changé.»

Chou Hui Fen, qui est également députée à l'Assemblée Nationale Populaire, et membre de son comité permanent, M. Tong Hsi-Lin, le danseur qui interprète le père de «La fille aux cheveux blancs», Mme Wu Jung-Jung, scénariste de la troupe et M. Meng Po, chef adjoint de la troupe, responsable du bureau des affaires culturelles de Changhaï, ont en quelques instants défini l'essence même de leur travail : utiliser une forme du passé pour exprimer des sentiments nouveaux sur la scène théâtrale. Sur tous les plans, la création de «la fille aux cheveux blancs» a été une lutte, lutte pour exprimer avec le plus de force les sentiments des paysans, lutte pour créer une forme capable de les représenter.

«J'ai connu l'histoire de la fille aux cheveux blancs après la Révolution. Pour l'essentiel, elle raconte l'histoire des paysans opprimés par les propriétaires fonciers et leur résistance» nous dit la scénariste Mme Chou Hui-fen. «Nous sommes partis de l'ancien scénario pour créer notre ballet. Au cours des premières représentations devant des ouvriers et des paysans, nous avons beaucoup appris de leurs réactions. Lorsque les paysans remportaient la victoi-

re, les spectateurs applaudissaient avec chaleur. Autre exemple : au second acte, Hsi Eul donne une gifle au propriétaire foncier qui tentait de la malmenier, ce qui enthousiasmait le public. Cela reflète une leçon universelle : là où il y a oppression, il y a résistance. Nous avons ainsi commencé à travers les représentations, les réactions des spectateurs paysans et ouvriers, à comprendre que nous devons mettre en relief la lutte des paysans et

leur victoire.»

L'HISTOIRE D'UN VIEUX DOCKER

C'est ainsi que les artistes discutèrent sans relâche avec les spectateurs pour transformer et améliorer la pièce. Une discussion fut décisive : «Nous avons organisé une causerie avec des dockers de Changhaï qui avaient vu notre pièce. L'un



Le village est libéré, Hsi Eul prend le fusil «La révolte naît de l'oppression»

LES REMANIEMENTS IMPOSÉS AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES

«La révolution dans la danse fut sabotée par le groupe des quatre» explique le directeur adjoint de la troupe, M. Meng Po. «En 1964-65-66 Chiang Chin se trouvait à Changhaï pendant que nous accomplissions un gros travail pour mettre au point le spectacle. En avril 1967, nous avions déjà donné plusieurs représentations et reçu de nombreuses critiques favorables. Quelque temps avant que le président Mao assiste à la représentation, Chang Chin est venue. Elle essayait de se rattraper et de se faire un capital politique en retirant les mérites d'une pièce que le président Mao et le premier ministre Chou En Lai avaient approuvée. Le président Mao avait jugé le thème très bien choisi mais Chang Chin et Chuang Chun Chiao voulurent en modifier le thème et la structure même.

En 1975, nous jouions le nouveau spectacle après maints remaniements improvisés, au terme desquels la pièce avait perdu tout son caractère. On ne retrouvait plus Hsi Eul qui symbolise les paysans,

leurs souffrances et leur esprit de résistance; désormais plusieurs familles fuyaient dans la montagne, les scènes où apparaissaient Ta Tchouen étaient plus nombreuses. Il fallut même représenter un combat sur la scène. Plus on remaniait, pire c'était.

Aussi, quand la bande des quatre fut écrasée, les artistes s'en réjouirent, et on restaura le spectacle apprécié du public. Ainsi «la fille aux cheveux blancs» retrouva sa vitalité.

Cette expérience nous a appris le danger du révisionnisme drapé sous le couvert du marxisme-léninisme. Pour percer ces tentatives à jour, il a fallu du temps, comme il a fallu du temps pour que celles-ci se révèlent. C'est pourquoi nous avons décidé d'intensifier notre étude. Les artistes veulent avoir les yeux bien éclairés pour reconnaître les ennemis cachés dans les rangs de la révolution et marquer aussi leur approbation envers le président Hua Kuo-feng».

d'eux, âgé, critiqua notre interprétation de Yang Pai Lao qui se suicidait dans l'ancien scénario. «Il est vrai que dans l'ancienne société, de vieux paysans ne pouvant plus supporter l'oppression se suicidaient, mais beaucoup d'autres se sont soulevés et ont résisté». Et il nous raconta son histoire. Une jeune fille de son village avait aussi été enlevée par le propriétaire foncier. Il s'est glissé une nuit dans la maison du propriétaire foncier et est allé le tuer. Puis il

s'enfuit pour s'embaucher comme docker à Changhaï. C'est pourquoi il nous a proposé de changer le scénario. C'est ainsi que Yang ne se suicide plus, mais est tué en résistant aux exigences du propriétaire foncier. Les discussions que nous avons eues sont une riche source d'inspiration pour les scénaristes et les artistes, il nous faut apprendre à indiquer la voie juste qui correspond au mouvement historique que montre Mao dans son essai «analyse de classes à la campagne» : «les paysans se sont soulevés comme une tempête qui se déchaîne, irrésistiblement».

Tout notre travail de réadaptation de la pièce a été ainsi fondé sur l'étude, notamment de «l'analyse de classes à la campagne» pour saisir le mouvement historique, et sur des enquêtes nombreuses à la campagne.»

COMMENT FIGURER UN VIEUX PAYSAN ?

«Quand on me demandait de figurer le vieux paysan Yang», dit M. Tong Hsi Lin, «je me sentais toujours insuffisant. Nous autres qui avons grandi pour l'essentiel dans la nouvelle société ne connaissons que très peu la vie et les souffrances des paysans de l'ancienne société. C'est en entendant des récits comme celui du vieux docker que l'on apprend petit à petit comment la révolte naît de l'oppression, et comment on peut la figurer.»

«Les scénaristes, les artistes sont allés à la campagne pour connaître le passé, pour écouter les récits des paysans sur leur vie passée

et comment ils ont fait la révolution, pour discuter avec les paysans, avec les ouvriers, les soldats sur le scénario. C'est ainsi que nous avons recueilli de nombreuses propositions qui nous ont servi de base pour transformer le ballet «la fille aux cheveux blancs» et créer une œuvre nouvelle en tenant compte des caractéristiques de l'art du ballet».

De bout en bout, la mise au point de «la fille aux cheveux blancs» a été l'objet d'une lutte dont l'un des enjeux fut le scénario. Devait-on garder le scénario le plus proche de l'histoire réelle qui sert de base à l'opéra, ou devait-on le retravailler comme le proposaient ouvriers et paysans, pour que le ballet représente en quelque sorte non plus une simple et émouvante histoire particulière mais l'essor de la révolte des paysans contre les propriétaires fonciers. Et le scénario une fois défini, dans quel sens allaient donc les remaniements proposés par Chang Chin ? Ils s'attachaient à l'essence même de la pièce pour lui ôter tout son caractère de lutte, pour dissoudre sa puissance mobilisatrice.

Le travail mené avec les ouvriers et les paysans pour créer le ballet fut encore plus difficile pour mettre au point la forme de la danse à partir d'un art pour l'essentiel étranger et destiné à représenter l'aristocratie à son propre usage. Ce travail fut mené en même temps que la transformation du scénario au travers des enquêtes, des discussions, des essais, nombreux parmi les masses.

L'histoire de la fille aux cheveux blancs et le ballet

L'histoire de la fille aux cheveux blancs est au départ un événement réel ; après la libération d'un village de Chine du Nord, les propriétaires fonciers lançaient des campagnes contre la réforme agraire et contre le pouvoir populaire en prétextant l'apparition d'une déesse blanche dans un temple de la montagne. Les soldats de l'armée populaire de libération décidèrent de savoir qui était cet «esprit» qui, depuis deux ou trois ans, apparaissait de temps à autre sur la montagne. Ils retrouvèrent une jeune fille Hsi Eul, une jeune fille du village enlevée par le propriétaire foncier quelques années auparavant, en échange des dettes du père qui s'était suicidé après avoir signé le document par lequel il vendait sa fille. Après avoir été violée par le propriétaire foncier, elle s'était enfuie dans la montagne où elle avait donné naissance à un enfant. Les soldats de l'armée populaire ramenèrent la fille au village, où le récit de ses souffrances souleva la colère des paysans, qui balayèrent les propriétaires fonciers.

Le récit fit le tour des régions libérées, et l'histoire devint une sorte de légende connue de tous. A la libération l'histoire fut recueillie par des artistes qui en firent le scénario de l'opéra. La troupe de Changhaï travailla encore le scénario jusqu'à en faire le symbole des souffrances et de la révolte des paysans.



Tong Hsi-lin dans le rôle de Yang Pai-lao. «Les paysans se sont révoltés.»